



DVV International

Education for Everyone. Worldwide.
Lifelong.

**Coopérer pour promouvoir l'éducation des adultes/
l'éducation non-formelle et l'apprentissage
tout au long de la vie en Afrique de l'Ouest**

**Regard sur les acquis en Guinée et au Mali
Perspectives en Afrique de l'Ouest**

Editrice : Christina Wagner



DVV International

© 2019 DVV International Afrique de l'Ouest
Tous droits réservés

Photos :
DVV International

Sous la responsabilité de Christina Wagner

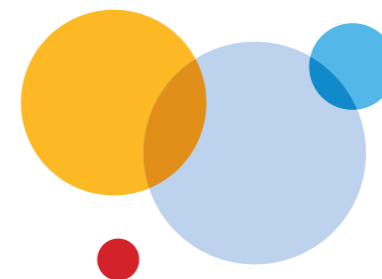
ISBN :
978-99952-914-0-2

Imprimerie :
Imprim Services S.A., Bamako-Mali

Mise en page :
David-Alain Barbéoc'h, Allemagne
David.Barbeoch@gmx.de

Ce document a été réalisé avec l'aide financière du Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (BMZ). Le contenu relève de la responsabilité de DVV International Afrique de l'Ouest et ne peut pas être considéré comme reflétant la position du BMZ.

Cette publication ou une partie de celle-ci peut être reproduite à condition que la source soit dûment citée.



Editrice :
Mme Christina Wagner, Directrice régionale, DVV International Afrique de l'Ouest

Avec la contribution de :
Slim Florian Bacha, Mouhamadou Diagne, Youba Cissé, Aminata Doumbia, Mohamed Ganfoud Haidara, Ibrahim Maiga,
Gerhard Quincke, Yaya Boly Sanogo, Nangazie Sogoba, Alhassane Souare – DVV International



Contenu

Avant-propos	8
DVV International	9
1. DVV International en Afrique de l'Ouest	10
1.1 Les interventions de DVV International en Guinée et au Mali	11
1.2 La Guinée	12
1.3 Le Mali	14
2. Les approches et méthodes appliquées par DVV International en matière d'éducation des adultes / d'éducation non formelle	18
2.1 « REFLECT » - une approche efficace pour le développement de la communauté	20
2.2 Groupes cibles	21
2.3 Les outils de travail	22
2.4 Promouvoir le développement des capacités des parties prenantes	23
2.5 Interdisciplinarité et intégration des sujets transversaux	25
2.6 Le plaidoyer en faveur de l'éducation des adultes / l'éducation non formelle	28

3. Les résultats du travail de DVV International Afrique de l'Ouest	32
3.1 La promotion des acquis en post-alphabétisation à travers les technologies de l'information et de la communication	33
3.2 Analyse d'utilisation des applications créées dans le cadre de la post-alphabétisation à travers les technologies de l'information et de la communication	34
3.2.1 « Nafaxarandé » en Guinée	34
3.2.2 « Balikukalansoba » au Mali	35
3.3 La promotion de la démocratie et l'éducation civique à travers l'éducation des adultes	36
3.4 L'Education des adultes comme moyen de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent	39
3.5 Les Centres d'éducation communautaire en Guinée et au Mali	43
3.6 La formation professionnelle dans l'approche de DVV International	46
3.7 L'éducation des adultes et le secteur de l'agriculture	49
3.8 L'éducation des adultes encadrée dans les activités des entreprises privées	51
3.9 L'éducation des adultes dans la sous-région ouest-africaine	52
4. Les perspectives à l'horizon 2020	54
5. Conclusion	58
6. Partenaires	60
Guinée : Partenaires 2017 - 2019	62
Mali : Partenaires du projet « SSF Mali » 2017 - 2019	63
Mali : Partenaires du projet « SSF Mali Nord » 2017 - 2019	64
Mali : Partenaires des projets « CIV » et « PADRE »	65

Avant-propos

En fin d'année 2019, DVV International a atteint un seuil dans le travail qu'il a entrepris en Afrique de l'Ouest, et ambitionne de s'ouvrir sur un autre pays. Cette ambition d'étendre son œuvre va s'accompagner de la redéfinition de l'approche de soutiens aux partenaires pour la revalorisation de l'éducation des adultes aux plans politique et technique.

Dans la même période, DVV International va boucler son travail en Guinée, un pays dans lequel nous avons fait des avancées remarquables en vingt (20) ans, grâce à la collaboration avec la société civile, les partenaires techniques et financiers et l'Etat. C'était au tour du Mali d'accueillir notre bureau régional en 2011, peu après notre installation en Guinée. Dans ce pays également, nous avons trouvé des partenaires attentifs et engagés à nos côtés pour initier des programmes d'éducation des adultes dans des régions où l'école est mise à mal par la crise politico-sécuritaire qui y a cours depuis 2012.

Dans ces deux pays, DVV International a fait progresser la cause de l'éducation des adultes. Nos actions ont permis d'alphabétiser des hommes et des femmes, de renforcer, à travers des soutiens multiformes, des organisations de la société civile qui travaillent dans le secteur et d'amener les gouvernements à opérer d'importantes réformes.

Au moment où DVV international veut s'étendre vers un autre pays de la sous-région ouest-africaine, notamment le Togo, avec une approche plus systémique, il importe de faire l'état des lieux du travail effectué en Guinée et au Mali. Il s'agit d'évaluer cette œuvre exaltante, et de capitaliser les acquis pour l'avenir. Les acquis engrangés

des ceux deux pays doivent permettre de définir la vision à l'horizon 2020 et de redéfinir les nouvelles orientations vers plus de résultats.

Ce recueil n'est pas un livre d'informations sur DVV International, et moins encore une œuvre didactique sur l'Education des adultes/l'Education non formelle. Il est une compilation de compte-rendu d'activités (rapports d'ateliers, interviews d'acteurs de terrain, articles...) réalisées en Guinée et au Mali. Il répond aux besoins de ceux qui veulent découvrir l'œuvre de DVV International en Guinée et au Mali, à travers son engagement dans la promotion et la défense de l'éducation des adultes et l'approche qui guide son travail.

Christina Wagner

Directrice régionale
DVV International Afrique de l'Ouest

DVV International

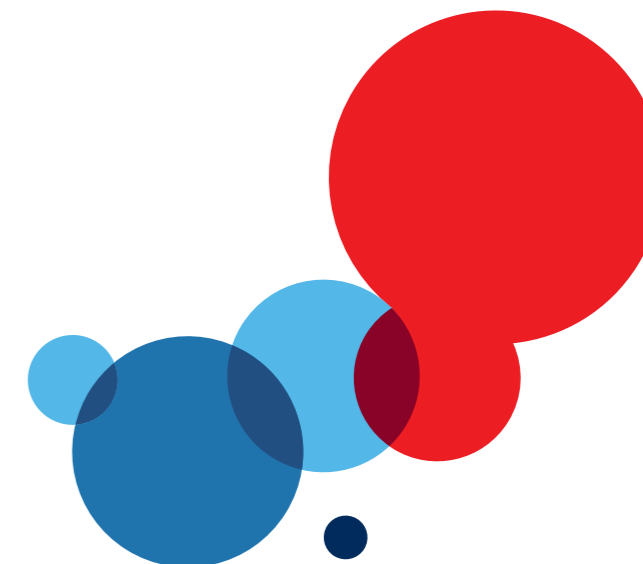
Institut de Coopération International de la Confédération Allemande pour l'Education des Adultes (Deutscher Volkshochschulverband e.V. - DVV)

DVV International est l'Institut de Coopération International de la Confédération Allemande pour l'Education des Adultes (Deutscher Volkshochschulverband e.V. - DVV). Il représente les intérêts de quelques 920 universités populaires (Volkshochschulen - VHS), les plus grands prestataires d'offres de formation continue en Allemagne. Leader dans le secteur de l'éducation des adultes et de la coopération au développement, DVV International soutient dans le monde entier l'apprentissage tout au long de la vie et apporte son aide à la création et à la consolidation de structures durables d'éducation des jeunes et des adultes et entend, ainsi, réduire la pauvreté.

Financé en grande partie par le Ministère fédéral pour la Coopération économique et le Développement (BMZ) sous la ligne de financement « Création et/ou renforcement des structures sociales durables (Sozialstrukturförderung - SSF) », l'Institut coopère avec plus de 200 partenaires dans plus de 30 pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et d'Europe. DVV International fait, conjointement avec des associations nationales, régionales et mondiales d'éducation des adultes, des activités de lobbying et de

plaidoyer en faveur du respect du droit humain à l'éducation et à l'apprentissage tout au long de la vie. Il s'inscrit dans les Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU, de l'Agenda Mondial pour l'Education (Éducation 2030) et des conférences internationales de l'UNESCO sur l'éducation des adultes (CONFINTEA).

DVV International travaille en Afrique de l'ouest (Guinée, Mali), en Afrique du nord (Maroc, Tunisie), en Afrique australe (Afrique du Sud, Mozambique, Malawi) et en Afrique de l'est (Ethiopie, Ouganda, Tanzanie).



1.

DVV International en Afrique de l'Ouest

DVV International intervient en Guinée et au Mali où les taux d'analphabétisme sont très élevés : environ un tiers seulement de leurs populations adultes est alphabétisée. L'école classique ne parvient pas à faire face à l'augmentation massive du nombre de jeunes qui quittent le système formel. Au Mali, cette situation s'est aggravée en raison du conflit armé qui a mis à mal le système éducatif formel.

Les programmes d'éducation des adultes et des jeunes déscolarisés et non scolarisés mis en œuvre dans ces pays visent à créer de meilleures conditions de vie à travers une prise en charge des communautés par l'alphabétisation et l'apprentissage professionnel. Au Mali, les programmes d'éducation sont initiés dans les zones de conflits afin de permettre aux jeunes et aux adultes de ne pas se laisser enrôler par les extrémistes. Ces programmes d'éducation visent surtout les femmes qui sont les couches les plus vulnérables et défavorisées.

La plupart des Etats se sont engagés pour l'atteinte des Objectifs du Développement Durable (ODD 2030), notamment la Guinée et le Mali. Les actions quotidiennes de DVV International s'inscrivent dans la contribution à l'atteinte de l'ODD N°4 :

« Assurer à tous un accès à une éducation inclusive et équitable de qualité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ».



1.1. Les interventions de DVV International en Guinée et au Mali

DVV International a commencé à travailler en Afrique de l'Ouest dans les années 1980. Initialement basé à Freetown (Sierra Léone), il a coopéré avec des pays anglophones et francophones dans la sous-région, dont la Guinée. Il a transféré son siège à Conakry en 1999. Ses interventions visent à promouvoir l'éducation des jeunes et des adultes en œuvrant pour la création et la promotion des structures locales durables, devant porter le projet d'éducation et d'apprentissage à travers la méthodologie « REFLECT ».

En 2011, le bureau régional a été transféré à Bamako au Mali. En 2019, DVV International a décidé de fermer son bureau en Guinée, après 20 ans d'intervention en considérant que les objectifs ont été atteints.

1.2 La Guinée

Depuis une vingtaine d'années, DVV International soutient la promotion de l'Education des adultes sur la base d'un accord-cadre conclu avec le Ministère de l'enseignement et de l'alphabétisation.

Suite à des crises politiques et des incertitudes sur l'orientation de la nation, aggravées par la dépréciation de la monnaie nationale, les grèves et la pandémie d'Ebola, les conditions de mise en œuvre du système éducatif n'étaient pas réunies. Pendant des années, des dizaines de milliers d'élèves ont quitté l'école formelle, augmentant la demande d'éducation alternative : l'éducation non-formelle. Ces constats ont poussé les organisations de la société civile et quelques partenaires internationaux, parmi lesquels DVV International, à plaider pour l'amélioration des conditions de l'éducation des jeunes et adultes/l'éducation non formelle. Pendant des années, DVV International a soutenu la création/le renforcement des structures durables du système éducatif au niveau de l'éducation des adultes à tous les niveaux.

La Direction Nationale pour l'Education des Adultes, de l'alphabétisation et de l'Education Non Formelle du Ministère de l'enseignement et de l'alphabétisation est le partenaire direct de DVV International. Elle octroie des subventions à certaines organisations de la société civile pour intervenir suivant la logique du « faire-faire » et à partir des critères de performance. DVV International coopère au niveau régional également avec les communes rurales et urbaines.

Pour accroître son importance et assurer son engagement pendant les années de sa présence en Guinée, DVV International a pu obtenir et réaliser deux projets avec un financement de la Banque Mondiale et de l'Union Européenne. Il a obtenu des financements de multinationales du secteur minier, notamment Rio Tinto entre 2006 et 2008. Une intervention pratique dans la région de Boké a eu lieu entre 2015 et 2017 avec la Guinea Alumina Corporation (EGA/GAC).



Cartographie pré-fectorale des zones d'intervention de DVV en Guinée depuis 1999

Les projets suivants ont été mis en œuvre entre 2015 et 2019 :

Projet « SSF Guinée »

Dans la mise en œuvre du projet de promotion des structures sociales durables (Sozialstrukturförderung), DVV International a mis l'accent sur l'appui à la mise en place et le fonctionnement des cercles « REFLECT », à la création et la gestion des activités génératrices de revenus autour de l'agriculture et l'artisanat ainsi que la création, l'équipement et la gestion des centres d'apprentissage communautaire. Un focus particulier a été mis sur la formation d'un petit groupe de néo alphabètes (viviers) sur les technologies de l'information et de la communication grâce à une application : « Nafaxarandé », développée à leur intention, et l'introduction de documents digitalisés dans le processus d'apprentissage des participants des cercles « REFLECT ». De plus, DVV International a soutenu la mise en place de deux réseaux en Guinée : PAMOJA Guinée qui fait partie du réseau PAMOJA Afrique de l'Ouest, et le Réseau Guinéen d'Alphabétisation (REGA). Ces structures utilisent notamment la méthode « REFLECT ».

DVV International a œuvré pour le renforcement des capacités techniques du personnel des partenaires, la conception et la vulgarisation des documents politiques et stratégies nationales d'AENF. Les partenaires de DVV International sont : l'Etat, à travers la Direction Nationale de l'Alphabétisation et de l'Education Non Formelle, les communes rurales de Tolo et urbaines de Kindia et Mali Yembere, les préfectures de Mamou et de Garambé, ainsi que la société civile (l'Association pour le Développement Rural intégré de Labé, l'Amicale des Volontaires pour le Développement intégré, l'Association Maison Mère de Mamou, la Fédération Préfectorale des Artisans de Kindia).

Projet « Guinea Alumina Corporation (EGA/GAC) » (2015-2017)

Installée en Guinée depuis 2001, Guinée Alumina Corporation (EGA/GAC) est une filiale à part de la société Emirat Global Aluminium, une des plus grandes sociétés productrices d'aluminium au monde. Entre juin 2015 et décembre 2017, avec l'appui de GAC, DVV International et son partenaire local ont mis en place un programme d'alphabétisation fonctionnelle « REFLECT » dans quelques communes rurales de la préfecture de Boké (Kamsar, Sangarédi et de Tanéné). Les activités ont essentiellement porté sur l'appui à la mise en place et le fonctionnement des cercles « REFLECT », l'appui à la création et à la gestion des activités génératrices de revenus autour de l'agriculture. Parmi les thématiques discutées au sein des cercles « REFLECT », la protection de l'environnement, la prévention et la gestion des conflits communautaires ainsi que l'éducation à la citoyenneté.

Projet « Villages d'apprentissage tout au long de la vie (VITAL) » (2015-2017)

L'Initiative spéciale du BMZ « Un Seul Monde Sans Faim » est un projet qui a pour objectif global la lutte contre l'insécurité alimentaire. Elle a permis de financer entre 2014 et 2017 des interventions modèles dans la logique d'une démarche suivie dans deux localités : à Bantignuel, dans la préfecture de Pita, et à Sabadou Baranama, dans la préfecture de Kankan, des cours d'alphabétisation fonctionnelle à travers « REFLECT » dans le secteur agricole, et la mise sur pied d'un centre d'éducation géré par la commune. Dans l'exécution de ce projet, DVV International a développé un partenariat avec l'Union Guinéenne des Volontaires de Développement, l'Amicale des Jeunes pour le Progrès, les communes rurales de Bantignuel et de Dara, préfecture de Labé et de Sabadou Baranama, préfecture de Kankan.

1.3 Le Mali

Depuis 2012, le Mali traverse une crise politico-sécuritaire, avec l'occupation des régions du Nord et des conséquences graves : débarquement de multiples forces étrangères, multiplication de mouvements terroristes et guerre asymétrique, fermetures de nombreuses écoles au nord et au centre du pays, conflits interethniques et déplacement de populations, abandons des structures étatiques par les fonctionnaires et retraits de certaines ONG de leurs zones d'intervention.

L'Education nationale au Mali se porte mal du fait de plusieurs facteurs : le poids des traditions, l'insuffisance des moyens, l'inadéquation entre les curricula de formation et le marché du travail, etc. Les pesanteurs traditionnelles et culturelles continuent d'entraver la scolarisation des enfants, et surtout celle des jeunes filles. Les crises à répétitions que traverse l'Education formelle, du fait des exigences d'amélioration des conditions de vie des enseignants et des infrastructures, ont influé négativement sur les résultats scolaires. Le chômage des jeunes constitue un mauvais exemple pour les cadets qui se disent que l'école n'offre plus les garanties de la réussite dans la vie.

L'Etat a reconnu lors des travaux du Programme décennal de développement du secteur de l'éducation et de la formation professionnelle (2019-2029), dénommé PRODEC II, que les programmes d'alphabétisation et d'éducation non formelle doivent être questionnés, revisités et réorientés vers plus de résultats, notamment sur le plan de la couverture quantitative et qualitative des besoins, mais surtout l'installation effective des compétences durables d'alphabétisation des adultes.

DVV International a conclu, en 2011, un accord-cadre avec le gouvernement malien ; l'interlocuteur officiel est le Ministère de l'Education nationale (MEN). Parmi les rares partenaires œuvrant dans le secteur, DVV International est, à côté de la Coopération Suisse, une des structures

internationales de promotion de l'éducation des adultes / l'éducation non-formelle à tous les niveaux. Outre les deux projets dénommés « SSF » financés par le BMZ, DVV International a exécuté deux projets financés par la GIZ. En 2018, une subvention de la Deutsche Telekom a permis d'enrichir les activités de la composante post-alphabétisation à travers des technologies de l'information et de la communication avec la conception d'une application dans le cadre de l'éducation civique et la gestion des médias « Faamu Jama ».

A la faveur de la reprise de la vie économique, consécutive à la décrispation relative de la crise, la libération du Nord, le retour partiel des personnes déplacées internes, DVV International a opté pour une intervention dans les régions du nord et du centre du Mali. A la fin d'une première phase en 2016, et pour continuer le travail important dans ces deux régions, le Ministère fédéral de la Coopération et du Développement économique (BMZ) a tenu à soutenir l'initiative « Promotion des structures sociales durables ».



Le projet « SSF Mali »

Depuis 2017, cinq organisations de la société civile (trois associations, une ONG, un réseau d'ONG féminine et un centre multifonctionnel) et quatre communes pilotes (Yélékébougou, Safo, Tioribougou et Kolokani) collaborent avec DVV International dans le but de promouvoir l'éducation des adultes / l'éducation non formelle, d'abord par la mise en place des cercles « REFLECT », accompagnés d'activités génératrices de revenus et/ou la formation professionnelle non formelle et enfin par la promotion des centres d'éducation communautaires au niveau des communes. De 2008 à 2016, DVV International a collaboré avec six ONG nationales (AMEDD, AMDD, CERDEPE, AED, FANDEEMA, Human Network), trois réseaux, dont deux nationaux - Pamoja Mali et Yeelen Bulon - et un sous régional - Pamoja Afrique de l'Ouest.

DVV International continue de collaborer avec le réseau PAMOJA Afrique de l'Ouest, une structure régionale spécialisée dans le soutien des réseaux nationaux en alphabétisation et éducation non formelle. PAMOJA Afrique de l'Ouest qui est composé de treize PAMOJA nationaux (tous les pays d'Afrique de l'Ouest sauf la Côte d'Ivoire) et le Maroc, travaille en partie avec des enseignants et autres jeunes cadres sortant des institutions d'enseignement supérieur et professionnel utilisant la méthode « REFLECT ». Le réseau est actuellement coordonné depuis Cotonou/Bénin. DVV International, à travers la collaboration avec ce réseau, soutient un plaidoyer à la faveur de la promotion de l'éducation des adultes / l'éducation non formelle dans la sous-région ouest-africaine.

Le projet « SSF Mali Nord »

La Fédération Nationale des Artisans du Mali (FNAM), organisation faitière, AEN, une ONG internationale, et EVEIL, une ONG malienne, sont impliquées dans la réalisation de ce projet ayant pour objectif : « Des nouvelles installations pour l'apprentissage tout au long de la vie, aussi pour les groupes-cibles », soient « réceptives à la gestion des conflits et à l'émigration irrégulière et ont augmenté les chances pour la paix dans les régions du nord Mali ».

Le projet met l'accent sur la gestion non violente des conflits, les dialogues intercommunautaires, la paix, la cohésion sociale et la formation professionnelle des jeunes et adultes, le renforcement des organisations d'autopromotion et des formateurs locaux pour assurer la pérennité des actions, la mise en place de centres d'éducation communautaires au centre du Mali (région de Mopti). Des actions de plaidoyer sont faites au niveau national pour l'engagement des partenaires et du gouvernement malien à prendre en compte l'éducation des adultes dans les interventions humanitaires.

Le projet « CIV »

Financé par la GIZ dans le cadre de l'initiative spéciale « Un Seul Monde sans Faim », le projet contribue à la promotion des « Centres d'innovations vertes », combinant l'alphabétisation fonctionnelle avec les techniques agricoles innovantes. Il est intitulé « Augmentation de la productivité agricole à travers la diffusion des innovations et l'alphabétisation fonctionnelle ». Ce projet se trouve dans sa 2^{ème} phase depuis juillet 2019 et prendra fin en 2022. La première phase de ce projet, débutée en 2015 a pris fin en mars 2019. Durant cette phase, DVV International et ses partenaires ont soutenu et accompagné le système national de conseil agricole par le biais d'une éducation de base (alphabétisation fonctionnelle combinée aux formations techniques liées aux innovations en agriculture notamment dans les chaînes de valeur riz et pomme de terre/ maraichage). En plus des résultats obtenus en agriculture (augmentation des rendements et revenus des producteurs), le projet a réalisé cinq centres d'éducation communautaire. Dans le cadre de ce projet, DVV International collabore avec cinq ONG nationales (AED, AMDD, AMEDD, CERDEPE, Human Network).



Le projet « PADRE »

Ce projet, intitulé « Améliorer des perspectives pour un épanouissement socio-professionnel des populations à travers l'alphabétisation fonctionnelle orientée vers des occupations génératrices de revenus ; une participation citoyenne au processus de décentralisation ; la mise sur pied des centres communautaires d'éducation tout au long de la vie comme structures sociales durables », était financé par le « Programme d'Appui à la Décentralisation et Réforme de l'Etat » (PADRE) de la GIZ.

Le projet a contribué au renforcement des capacités des deux communes de la région de Kayes (Sébékoro et Samè Diongoma) de 2017 jusqu'en 2019, essentiellement sur le volet de l'éducation civique. Il s'agit de permettre aux populations de vingt villages (10 villages par commune) d'acquérir des connaissances en éducation civique et sur la décentralisation afin qu'elles participent activement à la gestion de leur localité.

Subvention de Deutsche Telekom pour le développement d'une application mobile

La Deutsche Telekom a financé le développement d'une nouvelle application sur la citoyenneté qui permet aux néo-alphabètes d'accéder à internet et de faire face aux menaces et fausses informations qui circulent sur l'internet. Un module spécial a été consacré à la reconnaissance et méfiance des fausses informations véhiculées. Cette Application a été élaborée en français au profit du Mali et de la Guinée et traduite en 5 langues locales (Bamanakan, Songhoy, Tamashek, Soussou, Pular).





2.

Les approches et méthodes appliquées par DVV International en matière d'éducation des adultes / d'éducation non formelle

La mise en œuvre des projets de DVV International jusqu'en 2019 a été effectuée par divers partenaires (associations ONG nationales, organisations faitières, collectivités et autres). Ces partenaires sont ancrés dans leurs milieux d'intervention et formés aux méthodes d'intervention de l'institut, qui agit à trois niveaux :

Dans les communautés à la base, DVV International promeut l'éducation à travers des cercles d'alphabétisation et d'apprentissage utilisant la méthodologie « REFLECT ». A ce niveau d'intervention, l'alphabétisation fonctionnelle est combinée avec des formations techniques professionnelles visant à amener les populations à créer des activités génératrices de revenus.

Dans les communes et régions, DVV International appuie le système éducatif des adultes par le transfert de compétences et de ressources, la formation des responsables des communes, des services techniques déconcentrés sur la méthode « REFLECT », les corps de métiers, la réhabilitation ou la construction d'infrastructures des bâtiments communaux et dans les activités de gestion.

Au niveau national et international, DVV International soutient le plaidoyer dans les pays de la sous-région pour l'atteinte des Objectifs de développement durable, notamment celui qui concerne l'éducation. A cet effet, DVV International développe un lobbying avec des partenaires, aussi bien dans la société civile qu'au niveau de l'Etat, pour une meilleure prise en charge du secteur de l'éducation non formelle.



2.1 « REFLECT » - une approche efficace pour le développement de la communauté

« REFLECT » (l'acronyme signifiant Regenerated Freirean Literacy Through Empowering Community Techniques) est pour DVV International, grâce à son approche, sa flexibilité et son adaptation, la méthode la plus efficace d'apprentissage des adultes. DVV international ne conçoit pas l'éducation des adultes comme un simple transfert de compétences (lecture, écriture et calcul), mais plutôt comme une approche holistique, qui sous-entend l'acquisition de compétences pratiques et une maîtrise de soi et de l'environnement.

L'approche se focalise sur les préoccupations des apprenants, leurs ressources, leurs intérêts, le respect et la valorisation de leurs expériences et leur savoir-faire. Elle est renommée pour son potentiel à susciter l'intérêt des participants pour le processus d'apprentissage lui-même.

Elle préconise l'utilisation d'outils participatifs pour créer un environnement ouvert où chacun contribue. Les formes visuelles et graphiques contribuent à structurer le processus d'apprentissage. Il est essentiel que les apprenants adultes comprennent les mobiles de leur éducation en vue de s'orienter vers une formation pratique. Le déroulement des cercles passe par plusieurs étapes visant à toucher le groupe et les individus dans leurs valeurs et leurs émotions. Ces étapes constituent la globalité de la démarche et ne sont pas successives mais constituent une spirale qui permet d'aller d'une étape à l'autre tout au long du processus quelle que soit la thématique abordée. La démarche est donc transversale.

Dans ce processus d'approche, les thèmes des discussions sont entre autres : la planification locale, l'analyse de la politique structurelle, le travail organisationnel, la gestion et les relations de pouvoir, l'analyse budgétaire, les droits fondamentaux, les droits de la femme, le

genre, les violences basées sur le genre, la mobilisation démocratique, la santé, l'accès à l'eau potable, l'agriculture, l'éducation environnementale, l'épargne et les (micro) crédits, la production de revenus, la paix et la résolution de conflits, le développement organisationnel, la subjectivité, les préjugés, les relations interculturelles, l'éducation, la formation des adultes, etc.

« REFLECT » fournit des compétences techniques, mais aussi responsabilise les personnes vis-à-vis de leur milieu social et fait d'elles des citoyens de leur Etat. Elle répond aux objectifs généraux des droits de l'Homme, à savoir « assurer le plein développement de la personne et le sens de sa dignité ». Les communautés identifient les opportunités d'activités. Les compétences en écriture, calcul et lecture permettent aux apprenants de réussir dans leurs activités. L'acquisition des nouvelles compétences s'inscrit dans un processus de durabilité pour renforcer l'autonomisation des bénéficiaires. De plus, en collaborant avec les décideurs et responsables de la politique de l'Education du niveau national jusqu'au niveau communal, et en les incluant dans ce processus d'apprentissage, DVV International contribue à la consolidation de structures sociales durables.

Grâce à l'approche « REFLECT », les communautés ont mieux compris la prise en charge de leur environnement et augmenté leur capacité de production économique. L'offre des cours d'alphabétisation aux autorités locales, aux maires et chefs traditionnels leur a permis de mieux remplir leurs rôles politiques. Les néo alphabètes se montrent plus confiants en eux-mêmes et contribuent aux débats dans les assemblées et les réunions publiques. Beaucoup de conflits trouvent ainsi leur résolution dans le dialogue favorisé par l'alphabétisation.

En Guinée, un apprenant du cercle « REFLECT » de la commune de Tolo a mis en œuvre les connaissances acquises pour se hisser au rang d'élu local. De même au Mali : Deux apprenantes des cercles « REFLECT » de Dialafara en (région de Kayes) et une de Manankoro (région de Bougouni) ont été élues au conseil communal.

Résultats en chiffres depuis 1999

en Guinée

- 27.731 personnes alphabétisées à travers l'approche « REFLECT » et les approches classiques d'alphabétisation (40% ♂, 60% ♀) ;
- 840 cercles « REFLECT » et centres d'éducation établis
- 983 personnes formés sur la méthode de facilitateurs « REFLECT » (74,5% ♂, 25,5% ♀)

Résultats en chiffres depuis 2011

au Mali

- 14.063 personnes alphabétisées à travers l'approche « REFLECT » (24% ♂, 76% ♀);
- 603 cercles « REFLECT » et centres d'éducation établis;
- 352 personnes formés sur la méthode de facilitateurs « REFLECT » (76% ♂, 24% ♀)

2.2 Groupes cibles

Les groupes ciblés dans le cadre des interventions de DVV International sont les jeunes et les adultes, plus spécifiquement les femmes et les jeunes déscolarisés, non scolarisés dont les revenus sont très faibles et qui sont, d'une manière ou d'une autre, marginalisés au sein de leur communauté. Ces deux couches vulnérables sont encadrées en amont par l'alphabétisation fonctionnelle à travers la méthodologie « REFLECT ». Cette stratégie permet de préparer les groupes cibles à participer à la gestion de leurs activités quotidiennes grâce aux nouvelles compétences instrumentales et techniques acquises.

Les femmes sont les grands bénéficiaires des cercles « REFLECT » du fait de leur vulnérabilité et exclusion précoce du système éducatif formel pour plusieurs raisons, notamment celles liées aux traditions. Elles se découvrent à travers l'alphabétisation et améliorent leurs activités génératrices de revenus. De même, les couches sociales naturellement défavorisées, comme les handicapés et les migrants, sont prises en compte dans les programmes de DVV International, dans le souci de leur réinsertion dans leurs communautés.



Témoignage

Mme. Sira COULIBALY, présidente du comité de gestion du cercle « REFLECT » de SAFO

Au départ, les apprenantes des séances « REFLECT » du village de Safo, commune de Safo, n'avaient aucune compétence en lecture, écriture et calcul. Grâce au programme d'alphabétisation « REFLECT », 25 sur les 30 participants savent aujourd'hui lire et écrire leurs noms, voire des phrases et calculer. C'est pourquoi la manipulation de nos téléphones ne pose plus de problèmes. Dans un passé récent, la majorité d'entre nous faisait recours à d'autres personnes pour gérer leurs répertoires téléphoniques. Aujourd'hui, plus de 25 femmes peuvent tenir un procès-verbal de rencontre en Bamanankan et remplir les outils de gestion des activités génératrices de revenus.

2.3 Les outils de travail

« REFLECT » utilise essentiellement les outils de la méthode accélérée de recherche participative (MARP). L'évaluation des compétences instrumentales des apprenants est faite à partir de l'échelle LAMP et de l'échelle de numération.

En collaboration avec les organisations de la société civile, les collectivités et les organisations communautaires de base, DVV International développe des approches participatives d'éducation et de relèvement économique qui permettent aux groupes cibles de mieux comprendre, analyser et trouver des pistes de solutions à leurs problèmes. La planification et la priorisation des activités génératrices de revenus et des corps de métiers par les groupements découlent des échanges dans les cercles « REFLECT » à partir des outils MARP. Ces outils sont introduits dans les échanges pour permettre aux groupes cibles de participer et de se mettre au centre de leurs préoccupations.

L'introduction des technologies de l'information et de la communication, à travers des applications promouvant une culture « post-alpha », permet aux apprenant(e)s de communiquer à travers une plateforme interactive. Cette approche constitue aujourd'hui l'une des stratégies phares de DVV International dans l'apprentissage tout au long de la vie. Dès sa deuxième année de fonctionnement, chaque cercle « REFLECT » est doté d'un kit (tablettes et accessoires) pour interagir sur les plates-formes « Balikulan-soba » et « Nafaxarandé ». Les interactions sont suivies à distance et sur le terrain par les techniciens de DVV International, et les articles publiés attestent de la pertinence de la stratégie (voir la partie « Analyse d'utilisation des applications créées dans le cadre de la post-alphabétisation à travers les technologies de l'information et de la communication »).

DVV International Guinée a participé, les 14 et 15 octobre 2019, à une conférence internationale au Maroc, organisée par l'Agence Nationale Marocaine de Lutte Contre l'Analphabétisme et DVV International au Maghreb, sur les innovations en matière de l'alphabétisation et de l'apprentissage tout au long de la vie. L'objectif de la conférence est de partager les innovations en matière d'alphabétisation et d'apprentissage tout au long de la vie. Les techniques de l'information et de la communication comme méthodes et outils de travail ont été au centre de partage et de débats entre les autorités, les experts et les partenaires venus de l'Afrique et de l'Océan indien.

Témoignage

Aminatou DIALLO, participante du cercle « REFLECT » de Longoma, commune rurale de Laafou, préfecture de Lelouma en Guinée.

« Grâce à l'alphabétisation fonctionnelle par l'approche « REFLECT », je suis devenue une facilitatrice du cercle d'éducation des adultes de mon village, ce qui me vaut un grand respect et considération par mes parents et les cadres des services déconcentrés de l'Etat. J'anime les séances d'alphabétisation et d'éducation non formelle à partir de l'utilisation des visuels de MARP qui nous permet d'identifier les problématiques de développement de notre village. Cette analyse permet à tous les participants de proposer et de mettre en œuvre des pistes de solutions. Les connaissances et compétences acquises me permettent d'améliorer l'hygiène alimentaire de mes enfants et ceux des femmes voisines. Elles me procurent aussi un revenu qui contribue à la prise en charge de mes dépenses familiales pour la scolarisation et à la vaccination des enfants et la nourriture. Grâce aussi à la valorisation des acquis de l'alphabétisation, je suis devenue accoucheuse villageoise dans notre centre de santé. »



2.4 Promouvoir le développement des capacités des parties prenantes

Dans la perspective de durabilité et de pérennisation, DVV International veille sur le développement des compétences techniques et organisationnelles de ses partenaires à plusieurs niveaux : local, national et sous régional.

Les facilitateurs et/ou formateurs utilisés pour animer les cercles « REFLECT » viennent du milieu des apprenant(e)s et assurent ainsi l'initiation d'un processus d'analyse en proposant des animations, des graphiques, une méthodologie qui permet de construire des liens et une analyse critique. Afin de bien remplir son rôle, qui consiste à faire la synthèse des points de vue, des expériences de vie de chacun, le facilitateur participe à la séance au même titre que les autres personnes du groupe. Pour être bien préparé et comprendre la tâche dans le cadre de « REFLECT », DVV International met un focus sur la formation des facilitateurs, formateurs, des services techniques et des représentants des communes dans lesquelles les cercles « REFLECT » se tiennent. Un suivi leur permet d'être efficaces vis-à-vis des apprenant(es). La formation de ce type permet aux communes ou aux services techniques déconcentrés de former un répertoire de formateur, compétents pour la vulgarisation de l'approche. Une autre formation, dite « recyclage » permet aux formateurs et facilitateurs de s'améliorer par la révision des notions de base de la formation en « REFLECT ». Comme la plupart des cercles « REFLECT » sont composés en majorité de femmes (50-95% des participants), les projets visent le recrutement et la formation du personnel d'encadrement féminin dans les zones d'intervention.

Les activités de renforcement de capacités des structures partenaires de DVV International et le soutien aux réseaux d'éducation non formelle sont des volets importants, voire essentiels, des préoccupations de l'institut au Mali et en Guinée. Durant ces années de collaboration avec ses partenaires dans les deux pays, DVV International a soutenu, financé et organisé un nombre important de séminaires et ateliers de formation sur plusieurs thématiques. Ces actions de renforcement de capacités ont permis à plusieurs de partenaires de mieux réussir l'implantation et le suivi de leurs projets mais aussi de se renforcer dans l'élaboration de documents projets, dans le plaidoyer, la mobilisation de ressources supplémentaires comme dans la gestion quotidienne de leurs structures. Dans son approche holistique, DVV International accompagne les communes partenaires dans le processus d'éducation, d'organisation de gestion des cercles « REFLECT » et du projet dans son ensemble. Que ce soit en comptabilité ou en renforcement de capacités organisationnelles des partenaires, chaque formation délivrée aux partenaires contribue à améliorer leurs compétences et à rendre leurs structures plus performantes. Des guides techniques couvrant plusieurs domaines sont disponibles, et constituent des outils indispensables pour y arriver. Les ateliers bilans organisés chaque année avec tous les partenaires de DVV International sont un moment d'échange et une source d'inspiration pour eux.



L'élaboration des documents de travail

En Guinée, la publication des guides et des documents techniques dans les langues locales constitue une des stratégies de renforcement des capacités des facilitateurs villageois, le personnel d'encadrement des structures partenaires, les cadres des services techniques déconcentrés de l'Etat, les responsables des associations locales et le personnel des projets partenaires dans les zones d'intervention de DVV International. L'utilisation de ces documents publiés et la tenue des ateliers d'orientation sont soutenues par DVV international.

En 2010, quatre (4) guides techniques ont pu être élaborés au Mali : le nouveau guide du facilitateur (langue Bamanankan), le guide d'éducation sur la citoyenneté en collaboration avec la fondation Aga Khan et le Ministère de l'Education nationale (en langue Fulfulde et Bamanankan). En 2013, le guide pratique du renforcement des capacités organisationnelles des partenaires en Français et le guide de l'alphabétisation avec l'ONG EVEIL.

Résultats en chiffres

au Mali

- Soutien des 2 structures en charge de l'éducation non formelle au niveau du Ministère de l'Education nationale : le Centre National de Ressources et de l'Education Non Formelle et la Direction de l'Education Non Formelle et des Langues Nationales;
- 19 organisations de la société civile et 7 communes partenaires renforcées sur le plan institutionnel, organisationnel et technique ;
- 28 groupements et 3 unions de productrices agricoles appuyés techniquement et financièrement pour leur formalisation ;
- 20 membres de coopératives formés sur la loi régissant les coopératives au Mali ;
- Plus de 30 ateliers et séminaires organisés autour de l'éducation non formelle avec les structures de tutelle en charge de l'éducation des adultes / non formelle, des réseaux, des ONG

Témoignage

Dr. Aiseny CAMARA, Directeur National de l'Alphabétisation, de l'Education Non Formelle et de la Promotion de Langues Nationales.

« DVV International est le principal partenaire de notre direction nationale depuis 2005. Ce partenariat a été profitable pour le ministère en charge du sous secteur de l'éducation des jeunes et des adultes, les organisations de la société civile guinéenne, les communes rurales et urbaines et les citoyens guinéens. Son programme a contribué à l'amélioration des conditions de travail et de vie des jeunes cadres guinéens et des personnes alphabétisées à travers l'amélioration de la qualité des offres éducatives en AENF, l'élaboration d'une politique nationale d'AENF, l'élaboration d'un référentiel des compétences en alphabétisation et éducation non formelle, la formation et la spécialisation à l'Université d'Ouagadougou de certains jeunes dans l'AENF, l'élaboration de la stratégie de promotion de l'environnement lettré à travers les techniques de l'information et de la communication ainsi que l'appui à la volonté de prise en compte de l'AENF dans les politiques et stratégies nationales de développement de la Guinée. »

2.5 Interdisciplinarité et intégration des sujets transversaux

DVV International travaille de manière interdisciplinaire en intégrant des sujets transversaux dans ses programmes en Guinée et au Mali. L'Alphabétisation fonctionnelle basée sur « REFLECT » en incluant la gestion des activités génératrices de revenus permet l'acquisition de connaissances instrumentales et le développement des compétences techniques et professionnelles dans une perspective de durabilité. La dimension Genre prise en compte dans tous les projets de DVV International permet de résorber les inégalités entre hommes et femmes en matière d'accès à l'éducation et aux opportunités économiques. L'introduction des technologies de l'information et de la communication a pour but de consolider les acquis et améliorer le partage des expériences et connaissances.

Le développement communautaire joue un rôle dominant dans le programme de DVV International en Guinée comme au Mali. Il s'agit du soutien des structures partenaires à la création et au développement des activités communautaires autour des micro-projets villageois. Ceux-ci ont pour objectif d'augmenter les revenus des petits exploitants, de renforcer la sécurité alimentaire, de protéger l'environnement et d'améliorer les conditions de vie des populations bénéficiaires. Le développement de ces activités entre dans un processus d'appui-conseil et de formation professionnelle des participants adultes des cercles « REFLECT ».

L'éducation relative à l'environnement a toujours constitué une des priorités dans l'animation des séances d'alphabétisation et d'éducation non formelle dans les cercles « REFLECT ». L'objectif est de conscientiser les apprenant(e)s et les communautés villageoises sur la place et l'importance d'un environnement sain dans leur vie quotidienne.

En Guinée comme au Mali, le réinvestissement ou l'utilisation des acquis de l'éducation non formelle relative à l'environnement a permis d'observer un certain nombre d'impact sur la limitation des cultures sur brûlis et la récolte traditionnelle du miel, le reboisement des lieux publics, la création des forêts communautaires, le ramassage des déchets plastiques dans certains villages, la protection des têtes de sources d'eau, l'interdiction de la chasse à travers l'utilisation du feu, l'utilisation des feux précoces pour la sécurisation des tapades, la limitation de la coupe abusive de bois à travers les clôtures grillagées pour la sécurisation des tapades, l'élaboration des contrats fonciers, etc.

Résultats en chiffres

en Guinée

- 33 organisations de la société civile renforcées et professionnalisées sur l'éducation des adultes / l'éducation non formelle;
- 8 corps de métiers mis en place et soutenus en agriculture et en artisanat;
- 7 associations de services financiers/banques de proximité appuyées;
- 13 guides techniques de formation des organisations communautaires de base ;
- 11 manuels de gestion administrative et financière élaborés au compte des structures partenaires et diffusés



En Guinée, l'éducation à la santé constitue l'une des principales activités transversales menées au niveau communautaire à travers des cercles « REFLECT » par les structures partenaires, avec l'appui technique des services de santé de proximité, notamment lors de la crise d'Ebola.

Pendant la période de fièvre à virus hémorragique Ebola en 2014, DVV International a apporté au Ministère de la Santé, à travers les structures partenaires, un appui méthodologique, technique et financier pour la mise en œuvre des activités d'information, de communication et d'éducation. Il a été retenu que la meilleure stratégie de lutte contre Ebola est celle qui associe dans leurs interventions les communautés à la base avec l'appui des structures étatiques, des associations locales, des ONG, des ressortissants, ainsi que des leaders communautaires et religieux. L'intervention à base communautaire qui mobilise les acteurs locaux et les partenaires sociaux reste la plus efficace dans le programme de lutte contre cette maladie.

Au Mali, des sujets différents sont demandés à débattre dans les séances « REFLECT », notamment ceux qui influent sur leurs activités quotidiennes. A titre d'exemples : la discussion autour des défis liés à la paix et à la sécurité des régions du nord, l'engagement citoyen pendant les échéances électorales, la mise en place des règles pour l'interdiction de la coupe abusive de bois et les aspects liés aux violences basées sur le genre (Mutilations génitales féminines, mariages forcés et précoces...).

Dans le village de Kandiaoura, près de Kita, il est ressorti lors de l'identification des besoins d'apprentissage par les apprenants, d'analyser les effets liés au mariage précoce des filles. Après débats et réflexions entre les membres du cercle « REFLECT », il a été convenu d'interpeller les autorités communales et villageoises sur cette question. Les échanges avec ces autorités ont permis d'élaborer une convention locale d'arrêt du mariage précoce sous peine de sanction, voire d'emprisonnement. Aujourd'hui, ce genre de mariage n'est plus pratiqué dans 2 communes du cercle de Kita, à savoir les communes de Bendougouba et de Kita Est (Dixit la présidente de la CAFO).



Résultats en chiffres en Guinée

- 14.110 personnes formées sur des thèmes transversaux, notamment les techniques d'élaboration et de gestion des microprojets villageois, le développement organisationnel, la gestion axée sur les résultats, les techniques de transformation des produits locaux (59% ♂, 41%♀) ;
- 2.603 personnes (39% ♂, 61%♀) formées sur les moyens de prévention et de lutte contre la fièvre Ebola et 59.983 (53%♂, 47%♀) personnes sensibilisées à travers 13 radios communautaires et 98 sessions de sensibilisation communautaires ;
- 3 sessions d'animation communautaire sur les méfaits de l'immigration clandestine réalisées en 2018 et 2019.

Résultats en chiffres au Mali

- 60 jeunes filles formées sur les bonnes pratiques alimentaires et techniques de protection des enfants de 0 à 6 ans (2016-2019) ;
- 450 personnes formées sur la prévention de la maladie à virus Ebola en 2014 ;
- 1.600 personnes déplacées internes bénéficiaires des services d'écoute de conseil et d'orientation vers les structures de prise en charge en 2014 (56% ♂, 44%♀).

Témoignage

Mme. Hawa Diallo, néo-alphabète du centre d'alphabétisation de Goundoupi

« Grace à l'alphabétisation et à l'éducation non formelle, je suis devenue la maman lumière de mon village. Je forme les femmes de mon village sur les techniques de préparation d'aliments nutritifs pour les enfants. Je participe aussi aux débats à la radio communautaire de Mali Yembéré autour de la nutrition et la protection des enfants. Je fais l'éducation et l'orientation des femmes enceintes au centre de santé pour leur vaccination et leur suivi par les agents de santé. Je tiens le procès-verbal des réunions de mon groupement. Grâce à l'alphabétisation, je suis devenue une femme leader de ma commune. »



2.6 Le plaidoyer en faveur de l'éducation des adultes / l'éducation non formelle

Le plaidoyer en faveur de l'éducation des adultes / l'éducation non formelle constitue l'une des approches soutenues par DVV International, dont celle en faveur de « RE-FLECT » comme méthode efficace d'enseignement a été fait depuis des années auprès des autorités nationales du Mali et de la Guinée. Ce qui a permis que l'approche « RE-FLECT » soit intégrée dans les Documents de Politique Nationale d'éducation non formelle comme une méthode d'apprentissage reconnue parmi d'autres.

Au niveau international / sous régional

DVV International soutient fortement le plaidoyer en faveur de la revalorisation de l'éducation des adultes/non formelle en Afrique de l'Ouest. Ainsi, les actions de DVV International s'inscrivent dans le cadre des engagements internationaux auxquels le Mali et la Guinée ont souscrit. De plus, DVV International soutient les Objectifs de Développement Durables (ODD), issus des objectifs de développement millénaires (ODM).

En tant que principale organisation professionnelle dans le domaine de l'éducation des adultes et de la coopération au développement, DVV International soutient les ODD 4 en mettant l'accent sur l'éducation des adultes en coopération avec les agences des Nations Unies mandatées, les autorités nationales, les partenaires de la société civile, les réseaux d'éducation et des universitaires.

DVV International Afrique de l'Ouest a participé, en Mai 2019 à Weimar en Allemagne, à la conférence internationale sur « Le pouvoir de l'apprentissage et de l'éducation des adultes - Atteindre les objectifs de développement durable », un sujet qui est au cœur de travail de DVV International.

DVV International a soutenu également, durant des années, la participation de ses partenaires à des conférences sur l'éducation des adultes, organisées par l'UIL/UNESCO. En 2009, DVV International a soutenu, lors de la 6ème Conférence sur l'Education des Adultes (CONFINTEA VI) à Belém do Pará au Brésil, la délégation composée des réseaux partenaires PAMOJA et Yeelen Bulon du Mali dans leur participation. DVV International a aidé à mettre en place une plateforme africaine pour l'éducation des adultes, composée des réseaux PAMOJA, FEMNET, ANCEFA et PAALAE, qui, lors de CONFINTEA VI ont décidé de parler d'une même voix dans la prise en compte des préoccupations de l'éducation non formelle. En 2012, DVV International a soutenu PAMOJA à participer à la rencontre régionale de l'Afrique pour le Suivi de CONFINTEA VI au Cap-Vert, avec pour thème : « Accroître la participation des jeunes et des adultes dans l'apprentissage et l'éducation ». Les quelques quarante (40) experts venant des gouvernements, de la pratique, des associations et ONG régionales et nationales et des agences bilatérales ont conclu un plan d'action sous régional couvrant les domaines Politique, Gouvernance, Participation, Equité et Qualité. Dans la suite de cet événement, DVV International a soutenu l'organisation d'un atelier de rédaction du rapport CONFINTEA du Mali en impliquant tous les acteurs concernés.

Au niveau national

En Guinée et au Mali, DVV International a soutenu durant des années, les efforts de l'Etat dans l'amélioration des politiques en éducation des adultes / éducation non formelle.

En Guinée, en 2016, DVV International a appuyé la participation des réseaux PAMOJA Guinée et REGA à la Commission de réflexion sur les défis de l'Education. Cette commission a été installée sur l'initiative du Président de la République de la Guinée, le Professeur Alpha Condé. PAMOJA Guinée et REGA, de concert avec DVV

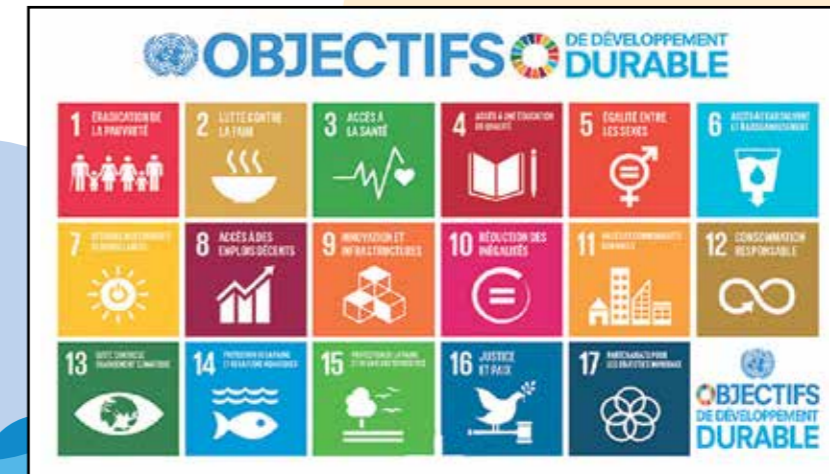
International, ont pu contribuer, en 2016, aux efforts du Gouvernement guinéen d'élaborer un nouveau plan de développement et de financement du secteur de l'éducation. Ce « Plan National de Développement Economique et Social vision 2021 » prend en compte les domaines d'éducation des adultes/éducation non formelle. Après, DVV International a soutenu le ministère chargé de l'éducation et de l'alphabétisation dans le processus d'établissement d'un état de lieux sur le système éducatif pour l'élaboration du nouveau programme décennal éducatif pour la période 2019-2028.

A part des évaluations de son programme en Guinée, DVV International a réalisé des études sur l'alphabétisation et l'éducation non formelle au nombre de trois : une sur l'état de lieux de l'alphabétisation en Guinée en 2004, une autre sur l'impact de l'alphabétisation sur les Organisations Communautaires de Base et une troisième sur l'impact des offres éducatives en alphabétisation et éducation non formelle. Grâce à la réputation que DVV International Guinée a pu se donner dans ses années de travail avec les acteurs divers, son directeur a été sollicité en tant que spécialiste en la matière à modérer une conférence de Rotary Club International sur l'alphabétisation et l'éducation de base en Septembre 2019.

Au Mali, DVV International a contribué aux travaux du PRODEC II, le programme décennal en éducation pour la phase 2019-2029 en juin 2018. DVV International a pris part à l'atelier de réflexion sur le projet d'intégration des écoles coraniques dans le système éducatif du Mali en février 2019, en apportant des propositions.

En octobre 2019, DVV International a eu recours à un expert venant d'une université populaire en Allemagne (VHS) pour organiser un échange intensif sur les centres d'éducation communautaires ; cet événement a été précédé d'une visite de plusieurs centres d'éducation communautaires étatiques et non-étatiques. Ce processus va être poursuivi dans l'avenir pour l'élaboration participative d'un manuel de gestion des centres d'éducation communautaires.

Objectif 4 : Assurer à tous un accès à une éducation de qualité inclusive et équitable, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie



Une action de plaidoyer impliquant plusieurs pays ouest-africains à travers une caravane

Dans le contexte de la Conférence régionale panafricaine de Bamako, DVV International Afrique de l'Ouest, avec ses partenaires PAMOJA Guinée, PAMOJA Mali et PAMOJA Sénégal ainsi que l'ONG malienne Jeunesse et Développement, a soutenu en 2007 un plaidoyer à travers une caravane allant du Mali par la Guinée et la Gambie jusqu'au Sénégal, parcourant au total 3467 km. Le but de cette activité était de tirer l'attention sur le taux d'analphabétisme, la pauvreté qui en résulte et la prévention du VIH/Sida. En tout, 12 ONG des sociétés civiles des pays respectifs soutenaient la caravane qui coïncidait avec la fin de la Journée Internationale de l'Alphabétisation célébrée chaque 8 septembre. Une déclaration résumant les préoccupations exprimées par les populations des localités et villes traversées a été formulée et présentée au public.



Déclaration issue de la caravane

- Considérant le fait que le monde compte 774 millions d'analphabètes dont 63% de femmes ;
- Considérant qu'au niveau des constitutions de nos Etats, l'éducation est un droit reconnu pour tous ;
- Considérant que les partenaires au développement bilatéraux et multilatéraux se sont engagés à soutenir les pays en voie de développement dans l'atteinte des objectifs de l'Education pour tous (EPT) ;
- Considérant le fait qu'il y a un manque de 13 milliards de dollars américains pour assurer l'atteinte des objectifs de l'EPT ;
- Considérant que le continent africain est la partie du monde la plus touchée par la pandémie de la pandémie du VIH/SIDA et que la progression du virus a de plus en plus un lien étroit avec la pauvreté et l'analphabétisme ;
- Considérant que nos Etats ne peuvent pas assurer une éducation primaire universelle pour tous les enfants ;
- Considérant que l'Education pour tous est la clé pour tous les autres secteurs de développement ;
- Considérant que nos Etats mettent moins de 1% du budget de l'éducation pour l'alphabétisation.



Nous exigeons :

Des gouvernements :

- au minimum 3% du budget de l'éducation pour l'alphabétisation ;
- des programmes et plans sectoriels qui prennent en compte l'approche Alpha ;
- une gestion transparente et efficace des fonds alloués à l'alphabétisation ;
- l'intégration des valeurs de l'apprentissage et l'implication des personnes vivant avec le VIH/SIDA dans les programmes d'alphabétisation ;

Des bailleurs de fonds :

- Le respect de leur engagement. Sur 16 milliards de dollars américains, seulement 3 milliards sont mobilisés, d'où un énorme déficit de 13 milliards indispensables pour l'atteinte de EPT ;
- qu'ils allègent les conditionnalités pour que l'alphabétisation soit prise en compte.

3. Les résultats du travail de DVV International Afrique de l'Ouest

3.1 La promotion des acquis en post-alphabétisation à travers les technologies de l'information et de la communication

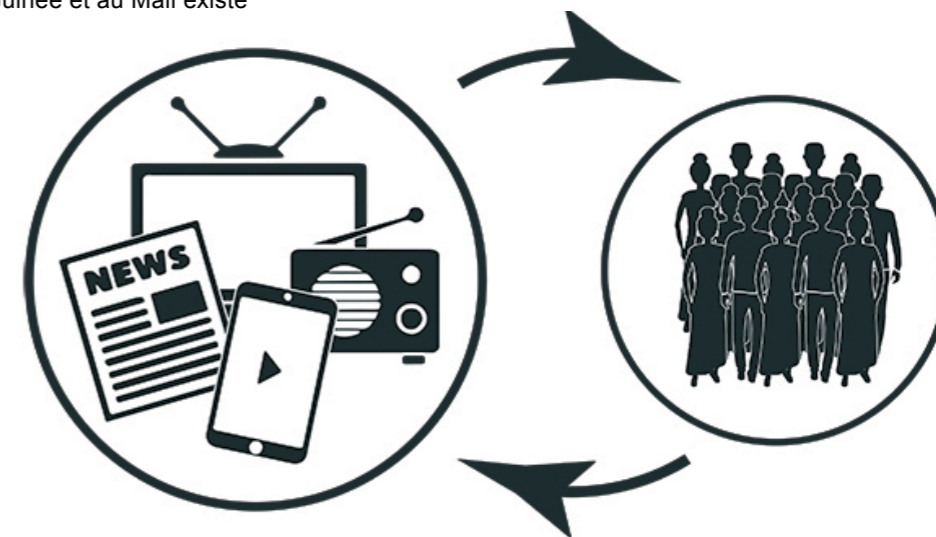
Depuis deux ans, DVV International Afrique de l'Ouest a intégré la « post-alpha avec TIC » de manière transversale en alphabétisation fonctionnelle, à travers des plateformes interactives développées à cet effet : « Balikukulansoba » au Mali, et « Nafaxarandé » en Guinée, utilisables dans plusieurs langues locales. L'intégration de cet outil dans la pratique quotidienne est motivée par les besoins de personnes qui ont été formées. En plus des séances d'alphabétisation, les apprenants sont initiés à l'utilisation des techniques de l'information et de la communication. Cela leur permet d'accéder au monde numérique et d'utiliser les sources d'informations et de la communication.

En 2018, DVV International, avec le soutien de Deutsche Telekom, a développé une application permettant aux néo alphabètes qui ont désormais accès à l'internet d'être prévenus de l'existence de fausses informations sur le net (les soi-disant « Fake news ») comment les reconnaître et s'en méfier. Cette application dénommée « Faamu Jama », présentée au public en mi-2019 en Guinée et au Mali existe dans six langues : Français, Sonrai, Peul, Tamashek, Soussou, Pular). Comme cette application est utilisable sans la connexion avec l'internet, elle donne la possibilité aux utilisateurs d'apprendre à tout moment.

La vulgarisation de l'approche post-alphabétisation sur la base des technologies de l'information et de la communication a déjà permis la formation et l'équipement de 520 personnes au Mali, majoritairement des femmes, sur des tablettes numériques. Entre 2016 et mi-octobre 2019, les participants ont été capables de publier environ 4.530 articles dans « Balikukulansoba » et « Nafaxarandé ». Le nombre de publications ou d'utilisations évoluent chaque jour – il a été observé au moins 10 publications par jour. Sur la nouvelle application « Faamu Jama », mise en ligne depuis juillet 2019, il a été constaté environ 2.500 utilisations.

Cette approche innovante, en plein essor, est convoitée par les gouvernements et les organisations non gouvernementales, structures actives dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'agriculture, etc. Les échanges avec d'autres programmes dans la sous-région et en Afrique du Nord, comme au Maroc, où il y a une collaboration avec l'Agence Nationale de lutte contre l'analphabétisme (ANLCA), permettent de s'améliorer davantage.

Toutes ces applications sont accessibles sur « Google Play Store ».



3.2 Analyse d'utilisation des applications créées dans le cadre de la post-alpha-bétisation à travers les technologies de l'information et de la communication

3.2.1 « Nafaxarandé » en Guinée

L'Application « Nafaxarandé », dès sa mise sur pied en application en 2016, a enregistré **2071** sujets d'échanges et d'interactions au sein des néo alphabètes, ainsi que **698** publications sur diverses thématiques.

Agriculture :

- **814** messages postés, dont **346** échanges autour des techniques culturales et de gestion de la culture de pomme de terre, du riz, de l'arachide, du maraichage, etc. ;
- **468** publications sur différentes formations théoriques et pratiques, l'organisation des producteurs agricoles en filières, la transformation et la gestion des produits locaux, les rendements agricoles à l'hectare, les innovations en techniques culturales, les produits utilisés pour le stockage, le traitement phytosanitaire, les techniques de commercialisation et les difficultés rencontrées.

Education/alphabétisation :

- **819** écrits dont **312** échanges portant sur les techniques d'animation des séances d'alphabétisation dans les cercles, la mise en œuvre des unités d'action autour des activités génératrices de revenus (AGR), la collaboration avec les services de l'Etat, le développement organisationnel des cercles « REFLECT » ;
- 507 publications concernent le fonctionnement et la durabilité des cercles « REFLECT », la participation des apprenants, le suivi et les recommandations des partenaires et services techniques.

Santé :

- **416** articles, dont **157** échanges ont porté sur les maladies diarrhéiques, les mutilations génitales féminines, les IST/VIH/SIDA, la fièvre Ebola, l'insalubrité, etc.
- **259** publications sur des sujets relatifs à la santé infantile, notamment la nutrition des enfants, le suivi prénatal, le paludisme chez les enfants et les femmes enceintes, les techniques de production de la bouillie enrichie, la protection des enfants, l'utilisation des moustiquaires, la vaccination des enfants.

Environnement :

- **316** sujets d'échanges sur les techniques de protection de l'environnement, l'assainissement et l'hygiène des lieux publics, les enjeux de la coupe abusive du bois, le changement climatique et les techniques d'adaptation et d'atténuation de ses effets.

Comptabilité :

- **404** messages afférents au rôle et à l'importance de la comptabilité simplifiée dans la gestion des activités économiques des associations locales, aux unités de mesures et techniques de vente des produits agricoles et à l'étude de marché.

Digitalisation des documents :

- **14** documents pour des formations thématiques théoriques et pratiques des participants des cercles « REFLECT », le personnel d'encadrement des structures partenaires, des élus locaux et les cadres du Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation.

3.2.2 « Balikukalansoba » au Mali

Au total, **1.719** interactions sont effectuées entre les viviers et l'analyse des statistiques révèle que les cercles « REFLECT » portent plus d'intérêt à l'éducation/alphabétisation (47,64%), l'agriculture/activités génératrices de revenus (26,82%) et la santé avec respectivement 17,8% de publications.

Education/alphabétisation :

- **819** publications et réactions dont **710** sont relatives aux activités des cercles « REFLECT » et aux effets positifs des thèmes débattus sur la vie quotidienne des auditeurs et leurs communautés.
- **109** autres publications sur le niveau des auditeurs, les difficultés des cercles « REFLECT » et les recommandations pour leur bon fonctionnement.

Agriculture et activités génératrices des revenus :

- **461** articles publiés, dont **238** sur les formations reçues (innovations des techniques culturales), les spéculations cultivées, les stocks des produits agricoles disponibles et les difficultés rencontrées dans la production, la transformation et la commercialisation. Et **223** publications portent sur des besoins en matériels agricoles et sont essentiellement émises par les viviers de la zone de Koutiala en termes de recherche de partenaires pour l'acquisition d'équipements de production.

Santé :

- **306** articles traitant des maladies hydriques, de l'hygiène et l'assainissement, du paludisme chez les femmes enceintes et les enfants, des difficultés des femmes pour faire les consultations prénatales. La sensibilisation sur l'importance de la vaccination des enfants.

Education civique :

- **103** messages de discussions entre les auditeurs des régions du nord et ceux du Sud relatives aux sessions de formations bénéficiées dans ce domaine et leur importance pour les participants.

Artisanat :

- **30** écrits sur le marketing des produits des artisans du Nord.

Enfin, les publications sur la plateforme « Balikukalansoba » révèlent une spécificité entre les articles publiés par les néo alphabètes des régions du Nord et les néo alphabètes des régions du Sud. Les articles publiés au Nord mettent l'accent sur l'éducation, la paix, la cohésion sociale et l'artisanat, tandis que les thèmes traitant de l'agriculture, les activités génératrices de revenus et la santé sont du Sud.



3.3 La promotion de la démocratie et l'éducation civique à travers l'éducation des adultes

L'éducation joue un rôle important dans la construction de la démocratie qui, en tant que forme d'organisation politique et sociale, exige la participation de chaque citoyen. La décentralisation, qui est la démocratie à la base, fait participer le citoyen aux efforts de développement de sa communauté. Pour prendre part à cette œuvre communautaire, le citoyen doit être formé sur ses tâches et connaître ses droits et devoirs.

De même, pour la consolidation de la paix, le citoyen a besoin d'être éduqué à la culture de la paix. Cette culture de la paix est importante en cette période où les communautés sont menacées par le terrorisme. L'éducation doit permettre aux adultes et aux jeunes déscolarisés de se mettre à l'abri des idéologies fondamentalistes et des sectes qui les prêchent à des fins de déstabilisation des Etats.

L'éducation non formelle ouvre la voie aux adultes non scolarisés à la connaissance de leurs droits et devoirs élémentaires. L'éducation constitue un des socles de la société, et la décision concernant son orientation dans un pays relève non seulement des techniciens, mais des décideurs. C'est en cela que DVV International a initié une discussion en Guinée début 2019 avec des représentants des ministères, des forces de sécurité, de la classe politique et de la société civile dans le but d'échanger sur l'importance de l'éducation des adultes / éducation non formelle.



L'éducation civique

L'éducation civique joue un rôle prépondérant dans le développement d'une société. La démocratie a besoin des populations qui connaissent leurs droits et devoirs et comprennent l'enjeu politique de leur commune, pays, et région. C'est pourquoi DVV International soutient les activités visant à amener la population rurale à comprendre le rôle de l'État, du citoyen, de même que leurs droits et devoirs.

L'application « Faamu Jama » retrouve toute son importance ; elle soutient le renforcement des connaissances en citoyenneté au milieu rural en donnant des informations essentielles sur les droits et devoirs des citoyens, les notions de démocratie, les institutions de la République, la décentralisation, le vote, le rôle des impôts et taxes, la paix et la sécurité, le respect du code de la route, l'environnement ainsi que le rôle des médias.



La Table ronde :

En Guinée, où seulement 35% de la population est alphabétisée, la démocratie participative a du mal à se développer dans les communautés. Des facteurs politiques et sociaux influent sur le processus démocratique et la construction collective de la paix dans ce pays :

- L'instabilité institutionnelle du secteur de l'éducation des adultes et de l'alphabétisation (Direction générale de l'alphabétisation, Service National de l'alphabétisation, Ministère de l'Alphabétisation, de l'Education Non Formelle et de la promotion des Langues Nationales, à ce jour, Direction Nationale de l'Alphabétisation, de l'Education Non Formelle et de la Promotion des Langues Nationales) ;
- L'absence d'un dialogue constructif entre la mouvance présidentielle, l'opposition et les organisations de la société civile ;
- L'insécurité galopante dans le pays ;
- La négociation des accords politiques au détriment des textes de lois et de la constitution guinéenne ;
- L'affaiblissement des réseaux de la société civile ;
- La méfiance entre les différentes communautés en vue du développement du communautarisme ;
- La faible acceptation des uns des autres ;
- Le développement des conflits communautaires, politiques et de leadership entre les citoyens, etc.

Comment l'éducation des hommes, des femmes, des jeunes et des adultes peut-elle contribuer à la construction de la culture de la paix et de la démocratie en Guinée, quand 65% de la population est analphabète ? Le développement est-il possible quand près des 2/3 de la population ne comprennent pas les notions de base et les enjeux politiques et démocratiques ?

Les conclusions de la table ronde :

Les défis dans la promotion de l'alphabétisation des adultes et des jeunes déscolarisés sont nombreux, notamment, l'absence de statistique dans le secteur de l'Education nationale, en particulier dans celui de l'alphabétisation et les difficultés des organisations de la société civile à travailler en synergie pour être efficace face à l'Etat. L'alphabétisation, à elle seule, ne suffit pas pour préparer les adultes à participer à la construction de la paix et de la démocratie. Il faut apprendre aux adultes à connaître leurs droits civiques et politiques. C'est à ce niveau que les partis politiques ont un rôle à jouer dans la formation de leurs militants. Les partis doivent enseigner à leurs militants les droits et les devoirs. L'autre défi est la promotion des langues locales qui sont une richesse en Guinée. Les séances d'alphabétisation doivent se dérouler dans les langues des communautés des apprenants. Il est indispensable que l'Etat fasse la promotion des langues locales afin de faciliter le travail d'alphabétisation. Celle-ci doit s'étendre à certains corps de métier, notamment la police, dont une partie du personnel a besoin d'être alphabétisée.

Témoignage

Mme Fatouma Binta Dieng, facilitatrice du cercle « REFLECT » de Bhofoye, commune urbaine de Mali Yembéré, Guinée



« Avant l'arrivée du projet de DVV International et de l'Amicale des Volontaires pour le Développement Intégré sur l'éducation à la citoyenneté et la culture démocratique, nous avons peur de nos élus locaux et des responsables administratifs de l'Etat. La compréhension du contenu du programme constitue un élément libérateur pour les citoyens du village. Nous avons compris que l'éducation à la citoyenneté est un préalable à toute autre forme d'éducation, car elle concerne chacun dans sa capacité à connaître et reconnaître l'autre, à être par lui-même dans sa relation avec les autres. Elle traverse, par essence, toutes les autres formes d'éducation. Parler d'éducation à la citoyenneté, c'est parler de respect des autres, de politesse, de liberté individuelle, de respect des principes démocratique et de la bonne gouvernance, etc.

Ce projet a eu des bienfaits pour nous citoyens facilitateurs et alphabétisés. Parmi lesquels :

- Comprendre les rôles et les responsabilités du citoyen, des élus locaux et des administrateurs publics dans le processus du développement local ;
- Améliorer la position sociale des personnes alphabétisées à travers l'occupation des postes de responsabilités au sein du village ;
- Offrir aux citoyens un certain pouvoir d'influence et de consultation auprès des décideurs politiques et administratifs ;
- Offrir l'opportunité aux citoyens d'apprendre à connaître de façon responsable, positive et constructive comme les futurs citoyens qu'ils sont appelés à devenir ;
- Offrir aux citoyens l'opportunité de réclamer de façon légale et responsables leurs droits (Extraits de naissance et de mariage, le suivi de l'utilisation du budget local). »

Témoignage

M. Faty Wal Ibrahim, facilitatrice du cercle « REFLECT » à Anéfif, Kidal

« Grâce à « REFLECT », les femmes de la commune de Anéfif participent aujourd'hui à toutes les actions communautaires comme les débats politiques et mobilisation sociale pour la paix et l'éducation des enfants et des jeunes ».

Résultats en chiffres

au Mali

- 6 facilitateurs formés sur la gouvernance locale et les techniques de communication pour un changement de comportement ;
- Plus de 30 émissions radio réalisées sur les droits civils et la démocratie améliorant le taux de participation électorale et de retrait des documents d'état civil dans les villages touchés par les émissions ;
- 104 élus communaux et leaders communautaires (70% ♂, 30% ♀) formés sur la bonne gouvernance, la citoyenneté, les instruments nationaux de droits humains.

3.4 L'Education des adultes comme moyen de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent

Comme l'éducation est le meilleur moyen de prévenir l'extrémisme violent et la radicalisation, DVV International fournit, à travers la méthode « REFLECT », une approche de l'éducation basée sur les valeurs de la tolérance et du respect de la diversité. L'institut gère par l'intermédiaire de son organisation partenaire locale la réalisation d'activités d'éducation des adultes dans les zones de conflits. A cet égard, M. Maïga, expert à DVV International, qui travaille sur le projet « Mali Nord », explique ce que fait l'institut dans ces régions qui sont des zones de conflits :

« M. Maïga, Comment voyez-vous le rôle de la religion au Mali dans le contexte de l'extrémisme et de la radicalisation? »

L'islam est plus politisé aujourd'hui qu'avant, alors qu'au Sahel en général cette religion est reconnue pour son caractère de tolérance et de vivre ensemble. L'introduction et l'expansion du Wahhabisme ont ouvert la voie à des espaces propices pour l'extrémisme et la radicalisation. Au Mali, les musulmans ont eu un pouvoir qui leur permet d'imposer leurs orientations et choix aux politiques.

Au Mali, certains groupes de personnes sont-ils plus réceptifs à l'extrémisme et à la radicalisation?

L'extrémisme et la radicalisation influencent positivement les personnes qui ne savent pas lire (illettrés) et peu enclins à se sortir du cycle infernal de l'endoctrinement. Elles constituent la grande majorité des maliens 70% d'analphabètes. En outre, les personnes les plus pauvres et vulnérables ne jouissant pas de perspectives pour leur vie sont exposées à devenir des extrémistes. Le manque d'instruction et la pauvreté qui concernent en premier les populations rurales sont à l'origine de la propagation de l'extrémisme et de la radicalisation.

A votre avis, quelle est l'activité essentielle pour lutter contre l'extrémisme / la radicalisation?

La prévention de l'extrémisme et la radicalisation passe par des espaces de dialogues et de sensibilisations de toutes les communautés. Ces cadres sont des lieux d'échanges pour partager les informations qui menacent l'intégrité des personnes et des communautés et en même temps encourager tout le monde d'accepter de vivre ensemble.

Que fait DVV à cet égard?

DVV International a mis en place des stratégies et des activités qui minimisent les effets de l'extrémisme sur les communautés à la base. Le projet « alphabétisation Mali Nord » mis en œuvre au centre et au nord est un véritable outil d'opportunités de réconciliation pour assurer la paix et la cohésion sociale qui réduit l'impact de l'extrémisme. DVV International et ses partenaires œuvrent pour contribuer à la prévention de l'extrémisme à travers des cadres d'échanges et des animations dans les cercles « REFLECT ». La stratégie dans les cercles consiste à expliquer aux participants les facteurs et les conséquences de l'extrémisme et surtout les mesures à prendre pour le prévenir. A l'échelle, les foras et les événements de plaidoyer/influence sont aussi des canaux de diffusion expliquant l'éducation des adultes comme moyen de prévention.

suite...

Pouvez-vous expliquer certains des avantages pour les communautés dans l'approche « REFLECT » ?

Les cercles « REFLECT » en combinaison avec des activités génératrices de revenus offrent aux communautés des compétences instrumentales, professionnelles et augmentent leurs revenus pour réduire la pauvreté. En fonction du contexte, les apprenants des cercles « REFLECT » et les partenaires communautaires impliqués dans le renforcement des capacités échangent sur les thèmes liés à la prévention des conflits, la résilience face à l'introduction du djihadisme et de l'extrémisme et sur la paix et la réconciliation. En dehors de ces activités communautaires, que fait DVV en matière de prévention de l'extrémisme et de la radicalisation ?

La table ronde et d'autres événements organisés par DVV ont été des espaces d'échanges et de dialogue qui ont mis l'accent sur l'importance de l'éducation des adultes.

Merci Monsieur Maïga. »



Résultats en chiffres

au Mali

- 20 facilitateurs en « REFLECT » et autorités villageoises formés sur le règlement pacifique des conflits (60% ♂, 40% ♀) ;
- 6.919 personnes ayant participé dans 125 espaces civils et 110 débats villageois organisés sur différentes thématiques comme la gouvernance, citoyenneté, démocratie, importance de l'état civil, etc. (36% ♂, 64% ♀) les instruments nationaux de droits humains.

Table ronde sur la crise au Mali

Le 8 Septembre 2018, DVV International a pris une initiative louable en organisant une table ronde sur l'« **Education non formelle des jeunes et des adultes : son importance dans la résolution de la crise au Nord et au Centre du Mali** ». Son objectif était d'échanger sur les conséquences des conflits armés sur le système éducatif pour trouver des solutions adaptées de sortie de crise. Les participants de la société civile, des ministères et services techniques de l'Etat, des partenaires techniques et financiers et ceux du secteur privé ont discuté des efforts déployés par le Gouvernement malien pour mettre fin à la crise politico-sécuritaire et de l'éducation et sur la nécessité de multiplier les efforts afin de baisser le taux d'analphabétisme dans le pays dans lequel 70% des jeunes et des adultes entre 17 et 44 ans, soit 5 millions de la population malienne sont analphabètes. Cette situation peut durer ou empirer si les acteurs de l'éducation ne prennent pas conscience pour se pencher sur le secteur. L'éducation sous toutes ses formes a subi les méfaits au plan infrastructurel, au niveau de son personnel et sur ses résultats.

La table ronde a formulé quelques recommandations:

- Définir une feuille de route conjointe permettant l'accès aux services sociaux de base à travers l'opérationnalisation effective des structures déconcentrées et décentralisées, tout en intégrant des mesures idoines qui prennent en compte des priorités des populations des régions du nord et du centre dans le secteur de l'éducation et la formation professionnelle ;
- Promouvoir des initiatives locales qui favorisent l'accès à une éducation de qualité et la formation continue à travers la valorisation des alternatives éducatives non formelles et innovantes ;
- Mettre en place une stratégie interministérielle de mobilisation et de contribution des ressources financières en faveur de l'éducation non formelle des jeunes et des adultes ;
- Promouvoir le plaidoyer multi acteurs au niveau micro, méso et macro pour faire de l'éducation des jeunes et des adultes un levier de promotion de la paix, de gestion et la résolution des crises.
- Prendre des mesures pour favoriser le retour des populations déplacées ;
- S'inspirer de l'expérience marocaine où l'éducation non formelle est prise en charge au plus haut niveau de l'Etat.

Education des adultes en situation post-crise : L'importance de l'alphabétisation selon « REFLECT » pour les communautés d'Anefif 1

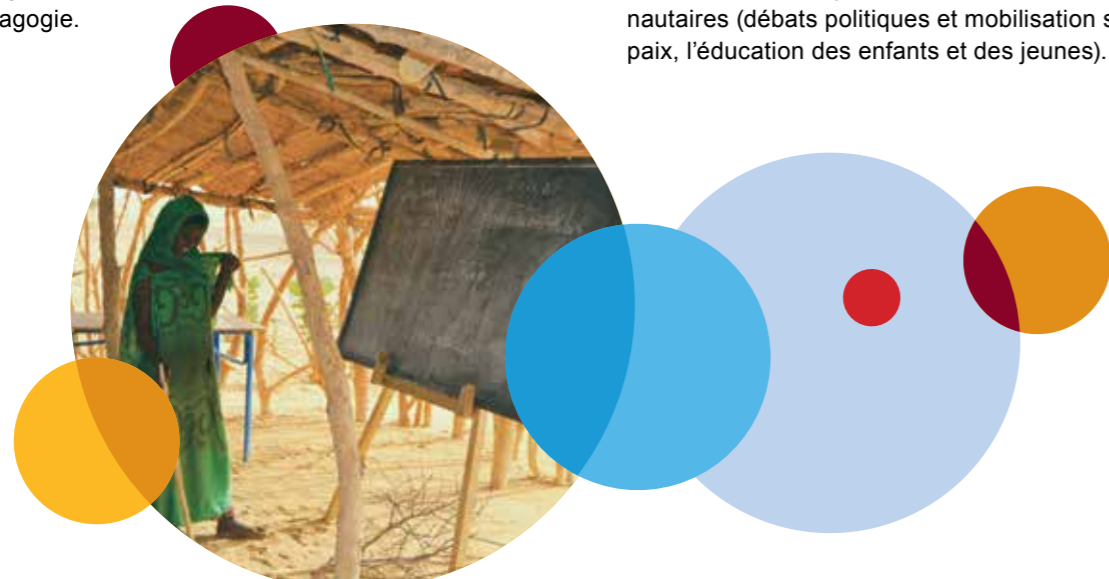
Les apprenantes du village d'Anefif 1 après une séance « REFLECT »



Depuis 2016, DVV International, en partenariat avec l'ONG AEN, met en œuvre un programme d'alphabétisation au profit des populations de six communes des régions du Nord du Mali (Gao, Kidal et Ménaka). Ce programme s'inscrit dans le cadre des appuis sectoriels au processus de réconciliation, de paix et de stabilisation. Situé à environ 115 km de la ville de Kidal, le village d'Anefif 1 a été le théâtre d'affrontements suscitant le déplacement de sa population vers la ville de Kidal et en Algérie. La signature de plusieurs accords entre les groupes armés et les forces armées régulières, sous la supervision de la MINUSMA et des forces françaises Barkhane, a facilité le retour progressif des populations. Cette accalmie a permis le démarrage des activités d'alphabétisation après plus d'une année de retard sur la durée initialement prévue pour ces activités. Le centre animé par l'utilisation de la méthode « REFLECT » est fréquenté par 36 femmes (de 25 à 60 ans), et animé par une facilitatrice, un enseignant en qualité de suppléant et une personne ressource au regard des compétences en alphabétisation et en andragogie.

Les sessions d'alphabétisation ont renforcé la cohésion entre les participantes grâce aux outils « REFLECT » qui engendrent des débats sur des difficultés récurrentes auxquelles ces femmes sont confrontées afin de les surmonter à travers des solutions pratiques recherchées ensemble ou avec d'autres membres de la communauté. Le don d'un « fonds d'AGR » de 500.000 FCFA aux apprenantes leur a permis d'entreprendre et/ou de renforcer les activités génératrices de revenus. Ce fonds a généré à ce jour des intérêts de 390.000 FCFA réinvesti dans les activités économiques individuelles et collectives. En outre, cet appui a permis aux apprenantes de faire face aux petits besoins de la famille (achat des fournitures scolaires, habillement pour les enfants, complément des frais de condiments etc.).

Ce cercle « REFLECT », érigé en association légalement reconnue, regroupe toutes les apprenantes. Cette association participe aujourd'hui à toutes les actions communautaires (débats politiques et mobilisation sociale pour la paix, l'éducation des enfants et des jeunes).



3.5 Les Centres d'éducation communautaire en Guinée et au Mali

Entre 2016 et 2019, dix (10) centres d'éducation communautaire (CEC) ont été ouverts au Mali et cinq (5) centres d'apprentissage communautaire (CAC) en Guinée, au profit des jeunes et adultes non alphabétisés dans les milieux ruraux et urbains défavorisés. DVV International assure la promotion de ces centres qui restent sous l'administration des communes.

La gestion des centres d'éducation communautaire

En Guinée et au Mali, les CEC (appellation au Mali) ou les CAC (appellation en Guinée) font partie intégrante de l'éducation de base et de l'éducation non formelle en général. DVV International a appuyé quinze (15) communes en vue de la réhabilitation des centres d'éducation communautaire. Ces CEC/CAC sont équipés en mobiliers et installations scolaires pour maximiser les commodités d'apprentissage et faciliter l'exécution des activités en fonction de la disponibilité des bénéficiaires. Deux autres communes au Mali, abritant chacune un CEC ont été soutenues en activité génératrice de revenus et bénéficient de l'accompagnement technique de DVV International.

Chaque CEC est doté d'un comité de gestion de cinq (5) à (11) onze membres élus sous l'égide du conseil communal ce qui assure la formation du personnel devant prendre en charge la gestion du centre. Dans le même ordre d'idées, les communautés s'organisent avec les élus communaux pour assurer la pérennisation et le suivi des CEC.

Le succès de la gestion des CEC est visible dans l'engagement des collectivités dû à la décentralisation, ce qui démontre une réelle motivation de cette communauté pour son autonomisation. Au-delà de l'éducation et de l'apprentissage, les centres d'éducation communautaires peuvent être des espaces adéquats pour promouvoir une participation efficace des apprenants à des activités de recherche et de cohésion. L'électrification solaire favorise les séances nocturnes d'alphabétisation. Leur équipement en tablettes favorise l'utilisation des nouvelles technologies de la communication par les bénéficiaires.



Témoignage

Elhadj Madiou Bah, président de la commune rurale de Tolo, préfecture de Mamou.

« Ce projet nous a apporté un grand sourire dans notre localité parce qu'avant nous n'avions pas obtenu un centre d'apprentissage communautaire de nos citoyens. Ce centre permet la tenue des séances d'alphabétisation, d'éducation non formelle et de la formation professionnelle non formelle des citoyens de notre localité. Aujourd'hui, les personnes formées dans le centre sont beaucoup plus motivées à participer aux activités de développement de notre commune à travers :

- La participation aux campagnes d'éducation à la citoyenneté autour des élections communales de février 2018 ;
- Le renforcement de la collaboration avec les cadres de services techniques déconcentrés de l'Etat ;
- La participation au programme d'entretien de pistes rurales entre les différents villages de la commune ;
- La campagne de protection et de la préservation du fleuve Bafing ;
- L'occupation de postes de responsabilités au sein des associations ; des secteurs et de la commune.
- La participation à l'amélioration de la qualité du suivi de l'éducation scolaire par certains citoyens néo alphabètes. »

Résultats en chiffres **en Guinée**

- 5 communes rurales et urbaines soutenues et 5 centres d'apprentissage communautaires créés ;
- 4 bibliothèques villageoises mise en place ;
- 156 membres des comités de gestion des centres formés sur les techniques de mobilisation et de gestion des ressources financières (47% ♂, 53% ♀) ;
- 3 guides techniques sur la gestion des centres d'apprentissage communautaires élaborés en Pular, Soussou et Français.

Résultats en chiffres **au Mali**

- 10 centres d'éducation communautaire créés et 2 centres existants soutenus ;
- bibliothèques villageoises mises en place ;
- 158 membres des comités de gestion des centres d'éducation communautaire formés, y compris des élus communaux, sur leurs rôles et responsabilités et la gestion du centre (56% ♂, 44% ♀) ;
- 4 guides techniques sur l'éducation des adultes élaborés et diffusés.

Exposition-photo en faveur des centres d'éducation communautaires

DVV International a organisé, les 22 et 23 mars 2018, une exposition-photos à Bamako sur les centres d'éducation ou d'apprentissage communautaires. Environ 200 participants, venant des structures étatiques et communales, de la société civile, de l'université et des partenaires techniques et financés du Mali, de la Guinée et du Maroc du secteur de l'éducation, ont visité l'exposition et débattu sur différents thèmes des 3 panels organisés. Afin de promouvoir l'apprentissage communautaire tout au long de la vie, l'exposition-photo a mis en exergue les CEC/CAC qui permettent aux adultes et jeunes non scolarisés de connaître l'alphabétisation, et aux enfants de retourner à l'école, de se préparer à la formation préprofessionnelle, d'apprendre un métier ou d'améliorer les performances de l'exploitation agricole ou artisanale. La responsabilité de cette éducation non formelle est attribuée par l'Etat aux collectivités à travers la politique de décentralisation amorcée depuis 1999.



3.6 La formation professionnelle dans l'approche de DVV International

DVV International assure dans ses programmes d'éducation une formation professionnelle aux adultes et aux jeunes déscolarisés qui ont fini ou non l'étape de l'alphabétisation. Cette formation professionnelle non formelle est une démarche d'apprentissage qui vise à doter les personnes de compétences professionnelles théoriques et pratiques leur permettant de s'insérer dans un processus de développement socio-économique local.

La formation professionnelle non formelle apparait comme une porte d'entrée sur le marché du travail aussi bien pour les exclus du système classique que pour tous ceux qui n'ont jamais été à l'école, et les néo alphabètes. Ce moyen de résorption du chômage et du sous-emploi, surtout pour les personnes déscolarisées et non scolarisées, est une opportunité pour leur employabilité et leur contribution au développement socio-économique local.

DVV International a combiné la formation professionnelle non formelle avec l'alphabétisation à travers « REFLECT » dans plusieurs projets en Guinée et au Mali. Il collabore avec des organisations non gouvernementales, les fédérations de producteurs et les services techniques décentralisés de ces deux Etats. C'est le cas pour les projets visant le secteur agricole, comme les projets de l'initiative spéciale « Un Seul Monde sans Faim », financé par le BMZ (VITAL) ou par la GIZ (CIV I et II).

La mise en œuvre de la formation professionnelle non formelle par DVV International, autour des centres d'éducation des jeunes et des adultes, obéit à une démarche opérationnelle à la fois théorique et pratique. Cette démarche comprend les étapes ci-après :

- Traitement de l'analyse contextuelle et la généralité sur la spéculation agricole ou artisanale ;
- L'analyse des opportunités et risques sur la spéculation ;
- L'identification des stratégies/solutions sur la spéculation ;
- L'élaboration et la mise en œuvre des plans d'action sur la spéculation ;
- Formation pratique sur la spéculation au niveau terrain.

Les formations pratiques organisées autour des cercles « REFLECT » visent entre autres :

- l'acquisition de connaissances, l'habileté, la compétence ;
- l'insertion socioprofessionnelle des apprenants des cercles ;
- la lutte contre l'exode rural.



Au Mali, dans une dynamique de renforcement de l'offre et de la demande, DVV International a initié avec ses partenaires des formations de courte durée dans le secteur des métiers de l'artisanat. De plus, l'institut appuie la Fédération nationale des artisans du Mali (FNAM) dans le renforcement de ses démembrés dans les régions du centre et du nord du Mali. Cet accompagnement s'inscrit dans le cadre de l'appui au processus de réconciliation et de paix au Mali depuis 2015. Par cette intervention, la formation professionnelle occupe une place importante compte tenu de l'impact du conflit sur les populations.

L'arrêt des activités de tourisme dans le centre et le nord du Mali, oblige les artisans à se reconvertir dans les corps de métiers de l'économie locale plus rentables (maçonnerie, menuiserie, couture, photo voltaïque, plomberie, mécanique auto-moto etc.).

Dans le sud du Mali, les collectivités des régions de Koulikoro, Kayes, Sikasso et Ségou ont été soutenues à travers le renforcement des dispositifs existant pour l'insertion des jeunes et des femmes. L'amélioration de l'économie locale constitue une priorité dans la mise en œuvre des activités de formation professionnelle. Les jeunes et les femmes du milieu rural représentent plus de 90% des bénéficiaires de ces formations.

Entre 2014 et 2018, plus de 6.000 personnes ont participé aux sessions de formation professionnelle dans plus de 18 corps de métiers. A l'issue de ces formations, certains auditeurs bénéficient de kits d'installation pour faciliter leur insertion économique. Dans les régions du nord et du centre du Mali, 1.628 personnes ont participé à des sessions de formations de courte durée dans 28 corps de métiers entre 2017 et 2019. Ces bénéficiaires sont regroupés en groupements associatifs et coopératifs pour mieux gérer les kits d'accompagnement octroyés par DVV International à l'issue des formations. Parmi les corps de métiers offerts, on peut citer : la coupe-couture, la saponification, la maçonnerie, la menuiserie-métallique/bois,

la cordonnerie, l'apiculture, les transformations agro-alimentaires la coiffure, la teinture, l'embouche, la forge ou l'installation solaire, le maraîchage.

A travers cette approche de formation, les revenus des populations bénéficiaires présentent une certaine amélioration particulièrement dans les régions de Sikasso, Gao, Tombouctou et Koulikoro. Aussi, les groupements féminins micro entrepreneurs formés dans le domaine de transformation de la pâte d'arachide dans les régions de Sikasso, Koulikoro, Gao et Tombouctou ont pu améliorer leurs productions et leurs bénéfices grâce aux nouvelles techniques de transformation de la pâte.

Résultats en chiffres en Guinée

- 2.158 participants formés sur la formation professionnelle non formelle (34% ♂, 66%♀) ;
- 347 jeunes insérés dans les activités professionnelles (41% ♂, 59%♀) ;
- 20 formateurs formés sur le guide de formation professionnelle non formelle en agriculture (85% ♂, 15%♀)
- 18 documents de formation professionnelle et guide pratiques digitalisés et diffusés ;
- 583 activités génératrices de revenus soutenues, dont 117 en agriculture et artisanat.

Résultats en chiffres au Mali

- 5.083 personnes formées dans plus de 30 corps de métiers (69% ♂, 31%♀);
- 392 exploitants piscicoles formés sur les techniques modernes (23% ♂ et 73% ♀);
- 193 personnes formées sur la gestion des activités génératrices de revenus (33% ♂ et 67% ♀);
- 359 activités génératrices de revenus soutenues.

Témoignage

Mme. Kadiatou BARRY, néo-alpha-bète du cercle « REFLECT » de la commune rurale Tolo, préfecture de Mamou.

« Les formations techniques reçues au centre m'ont permis de maîtriser les techniques de production agricole maraîchère, la transformation des produits locaux et la mise en place des outils de gestion de la comptabilité simplifiée. Avant l'alphabétisation et les formations techniques, mon époux et moi produisons un hectare de pomme de terre pour en récolter seulement 300 kg. Après l'alphabétisation et les formations techniques au centre, nous produisons un hectare pour récolter environ 2 tonnes. Grâce à une bonne conservation de la production, nous revendons une tonne et demi pour obtenir 7,5 Millions de francs guinéens. Cette activité me procure un revenu monétaire qui contribue à la prise en charge des dépenses familiales afin d'améliorer positivement les conditions de vie de ma famille. Je suis aussi conviée à toutes les activités de réflexion, de planification et de mise en œuvre du plan local de développement de ma commune. »

Témoignage

M. Alhousseyni Maiga /Adjoint au Maire de la commune rurale de Fatoma/Région de Mopti

« L'intégration de l'alphabétisation « REFLECT » dans les différentes sessions de formation techniques en maraîchage, étuvage du riz et pisciculture a permis d'améliorer les compétences techniques et commerciales des groupements féminins de notre commune. Aujourd'hui les femmes commercialisent leur produits sans avoir besoin de transcritteurs pour chaque vente effectuée pendant les jours de foires hebdomadaire. »



Témoignage

Mohamed Ag Alhousseyni Président Autorité Intérimaire du cercle d'Inekar-Ménaka

« L'appui institutionnel de DVV à l'union locale de Goundam a permis de redynamiser les regroupements d'artisans de tout le cercle. A travers les formations professionnelles, menuiserie métallique, forge, maroquinerie, 200 jeunes susceptibles de rejoindre les groupes armés sont actuellement en activités dans des ateliers de la ville de Ménaka. »



3.7 L'éducation des adultes et le secteur de l'agriculture

M. Yaya Boly SANOGO, expert en Agriculture de DVV International :

« Au Mali, en principe, il est possible d'atteindre la sécurité alimentaire, malgré les grandes disparités régionales. »

Selon DVV International, le renforcement des capacités en agriculture doit s'accompagner d'une éducation de base afin de développer son impact. C'est pour cela que l'institut combine, dans ses projets de l'initiative spéciale « Un Seul Monde sans Faim », financé par le BMZ (projet VITAL), ou par la GIZ (CIV I et II) ces deux aspects. DVV International organise des séances d'alphabétisation fonctionnelle pour environ 1.500 agriculteurs de 50 coopératives. Outre la lecture et l'écriture, ces cours enseignent également aux agriculteurs comment cultiver, entretenir, récolter et stocker le riz et les pommes de terre.

Dans le cadre du Projet « CIV », en coopération avec le Ministère malien de l'agriculture, les « Centres d'innovation verte » fournissent une assistance pratique et des équipements ainsi que des formations techniques dans ses zones d'intervention. Au Mali, deux tiers de la main-d'œuvre sont actifs dans le secteur agricole, la plupart sont des petits exploitants situés dans des zones rurales d'accès relativement difficiles.

Selon M. Sanogo « l'éducation insuffisante de la population rurale bloque le développement de l'agriculture en général. Deux tiers de la population rurale sont des analphabètes, ce qui limite toutes les formations techniques. L'alphabétisation fonctionnelle peut être comprise comme une condition préalable à toutes les autres entrées de formation. »

Sur un ensemble de 4.000 bénéficiaires ayant reçu des formations techniques et du matériel pratique pour la culture de légumes, la transformation des aliments et la conserva-

tion, deux tiers sont des femmes. Ces entrées de formation pour améliorer les pratiques culturales change en mieux la situation nutritionnelle des ménages ruraux. Le développement social et l'éducation des communautés rurales est certainement l'un des résultats clés de l'engagement de DVV International.

Concernant les problèmes de sécurité alimentaire, les résultats tangibles en matière de production alimentaire existent. Outre les intrants agricoles à petite échelle, tels que les jardins de légumes, il y a un focus sur la commercialisation de deux chaînes de valeur : la pomme de terre et le riz. Grâce à l'introduction des techniques d'irrigation, des semences améliorées et des fertilisants, les légumes peuvent être produites maintenant trois fois par an au lieu de deux auparavant. Le riz est maintenant transformé par les agriculteurs eux-mêmes au lieu de le vendre « non décortiqué », ce qui a considérablement amélioré leurs revenus.

L'engagement de DVV International à soutenir les «centres d'innovations vertes» financés par la GIZ a commencé en 2015. Compte tenu des résultats concrets obtenus par rapport à l'amélioration de la production alimentaire et des revenus des petits exploitants, et en particulier des besoins énormes en alphabétisation et en intrants, le projet a débuté une deuxième phase en juillet 2019, et son objectif est l'augmentation de la productivité agricole à travers la diffusion des innovations agricoles et l'alphabétisation fonctionnelle dans les régions rurales sélectionnées.



La formation professionnelle : cas du projet CIV

DVV International a octroyé neuf motoculteurs à des coopératives, et 18 jeunes ruraux (2 par motoculteur) ont été formés à la technique de conduite et à la maintenance des motoculteurs. Ces jeunes réalisent des prestations au compte des coopératives et sont payés par celles-ci, non seulement pendant l'hivernage mais aussi pendant la saison sèche. En collaboration avec le Laboratoire de technologie alimentaire (LTA), DVV International a formé 18 femmes aux techniques de l'étuvage amélioré du riz, et équipé leurs coopératives en kit étuvage. Celles-ci réalisent des prestations au compte des coopératives.

Le développement de la pisciculture au Mali se heurte à deux contraintes majeures, notamment l'approvisionnement en alevins de qualité et en aliments poisson. Ces intrants coûtent excessivement chers et ne sont pas toujours disponibles. Ainsi, pour permettre aux jeunes de faire de la pisciculture une activité économiquement rentable et durable, DVV International a formé 13 jeunes sur les techniques de production artisanale d'alevins Clarias et de formulation d'aliments poisson à base d'ingrédients disponibles sur place. Ces formations ont suscité chez tous ces femmes et jeunes un esprit entrepreneurial leur permettant de croire en la raison d'être de leur activité et de s'engager pour que l'entreprise soit rentable et durable.

Utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans l'Agriculture

Des formations professionnelles à l'endroit des jeunes ruraux sont organisées dans les cercles « REFLECT ». Ainsi, dans l'application des nouvelles technologies de l'information et de la communication en agriculture, DVV International a équipé en tablettes des jeunes ruraux et les a formés à un ensemble d'outils et d'applications leur per-

mettant d'accompagner des exploitations agricoles dans la planification de la campagne, la gestion des intrants et des mauvaises herbes. Pendant l'hivernage, ces jeunes font des prestations chez les paysans au compte des coopératives et ils sont rémunérés.

Principales réalisations de DVV International dans le cadre des activités d'éducation des adultes dans le secteur agricole au Mali de 2016 à 2019 :

- 1.500 agriculteurs ont participé à des cours d'alphabétisation fonctionnelle ;
- 111 personnes formées sur la mise en œuvre des Champs Ecole Paysans et École Entrepreneuriat Agricole (41% ♂, et 49% ♀) ;
- 99 personnes formées sur la gestion des AGR (38%♂ 62%♀) ;
- 12 groupements producteurs agricoles formés sur les opérations post récoltes ;
- 13 coopératives/groupements équipés en matériels agricoles.

Quelques résultats par rapport à la chaîne de valeur riz :

- Augmentation de la productivité moyenne du riz de 110% (1,9t à 4 t/ha) ;
- Augmentation du revenu moyen des producteurs de 63% (282.270 à 460.000 F CFA).

Quelques résultats par rapport à la chaîne de valeur pomme de terre :

- Augmentation du rendement moyen de la pomme de terre de 300% (4,2t à 18t/ha) ;
- Augmentation du revenu moyen des producteurs de plus de 200% (593.051 à 1.981.175 F CFA).

3.8 L'éducation des adultes encadrée dans les activités des entreprises privées

La Guinée regorge d'inestimables ressources naturelles. La contribution du secteur minier guinéen dans le produit intérieur brut (PIB) est de 20% et le secteur contribue à plus de 80% en devises étrangères (euros, dollars) dans l'économie du pays, a indiqué les autorités. Les grandes sociétés minières multinationales sont actives dans ce secteur et investissent des milliards de dollars. La société minière Guinea Alumina Corporation (GAC), le Centre d'Appui pour le Développement Economique et Social (CADES), une ONG guinéenne, et DVV International ont conclu un partenariat depuis juin 2015 dans lequel la société agit uniquement en tant que donateur dans le projet d'éducation des adultes. Le Code minier guinéen de 2011 stipule que les sociétés minières contribuent à un fonds de développement local. Les sociétés minières doivent financer des activités de développement dans leur zone d'extraction.



Un montant annuel de 2.4 milliards de Franc guinéen (ca. 235.000 EUR) a permis de mettre en œuvre un programme d'alphabétisation pour 1.600 personnes comprenant également des activités génératrices de revenus pour les participants. Les activités sont mises en œuvre par CADES à proximité immédiate des sites miniers de la société dans la préfecture de Boké, tandis que DVV International assure et supervise la mise en œuvre. Outre les ingénieurs et autres experts, la société minière emploie de nombreux habitants sur le marché du travail non qualifié. Fournir aux communautés proches des compétences de base dans l'intérêt du GAC constitue la raison essentielle pour soutenir le projet d'alphabétisation. Stabiliser la faiblesse de la structure économique et sociale locale ainsi que l'amélioration des relations publiques dans leur domaine d'intervention sont d'autres motivations de l'engagement des entreprises. Par conséquent, le seul critère de financement dans cette collaboration était lié au zonage géographique, laissant tous les autres aspects aux «experts en éducation». Les bénéficiaires ont suivi des cours d'alphabétisation et ont pu établir une source de revenus. En outre, les communautés ont été sensibilisées aux maladies transmissibles (par exemple, le VIH/SIDA) et aux maladies d'origine hydrique.



3.9 L'éducation des adultes dans la sous-région ouest-africaine

Dans la poursuite de leurs objectifs d'appuis aux Etats pour l'atteinte des ODD 2030, DVV International et son partenaire PAMOJA Afrique de l'Ouest s'impliquent dans des concertations régionales et internationales afin de partager leurs expériences et harmoniser leurs stratégies en matière d'alphabétisation/éducation des adultes. Depuis environ une dizaine d'années, DVV International soutient ce réseau, qui est basé à Cotonou/Bénin et composé de 14 pays de la sous-région (sauf la Côte d'Ivoire) y compris le Maroc. Composé de praticiens et sympathisants de la méthodologie « REFLECT », PAMOJA Afrique de l'Ouest renforce l'apprentissage des adultes par des outils adaptés aux milieux dans les langues locales. Bénéficiant d'un budget cofinancé par DVV International et la Coopération Suisse, PAMOJA Afrique de l'Ouest est devenu un partenaire incontournable en matière de « REFLECT » dans la sous-région.

En plus d'un soutien institutionnel, DVV International a, en 2017 et 2018, financé plusieurs micro-projets au profit de différents PAMOJA pays sur diverses thématiques. Les bénéficiaires sont membres des pays anglophones et francophones. A part le soutien au fonctionnement de PAMOJA Afrique de l'Ouest, DVV International finance également le bulletin de PAMOJA Afrique de l'Ouest qui apparait trimestriellement et est envoyé aux membres partenaires dans la sous-région.

Fonds d'appui aux réseaux membres de PAMOJA Afrique de l'Ouest par DVV International Afrique de l'Ouest en 2017 et 2018

2017

Burkina Faso

Renforcement des capacités des acteurs/-trices des opérateurs en alphabétisation sur l'utilisation des fiches de diagnostic de base et sur l'appropriation des nouveaux contenus de la « REFLECT » (Introduction du français et des activités d'éducation sportive).

Libéria

Support and sustain Literacy projects through an Integrated Approach

Sénégal

Projet d'alphabétisation des femmes mareyeurs du département de Foundiougne

Sierra Léone

Leh Wi Lan" – Let us learn

2018

Burkina Faso

Formation des Elus locaux à l'éducation non formelle (ENF) pour plus de responsabilité des communes dans la gestion de l'éducation non formelle

Ghana

Capacity building on SDG4-Education for effective advocacy and follow-up

Libéria

Small Business Management Training for VSLA Leadership and Literacy Facilitators



PAMOJA Afrique de l'Ouest et DVV International ont tenu en Décembre 2018 une première conférence conjointe à Lomé où les différents membres de PAMOJA bénéficiaires de micro-projets ont présenté leurs expériences et les défis dans leur travail. Sur la base d'un questionnaire, les PAMOJA pays ont apporté des enquêtes qui ont permis une analyse profonde de la situation de l'éducation des adultes dans la sous-région.

Outre le partenariat avec PAMOJA Afrique de l'Ouest, DVV International a noué des liens avec les deux institutions universitaires en Afrique de l'Ouest, fournissant des cours en éducation de base, éducation non formelle : l'Université d'Ouagadougou I Pr Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso) offrant un programme de Master I et II en Développement et Education des Adultes (DEDA) ainsi que l'Institut de Formation en Alphabétisation et Education Non Formelle (IFAENF) à Niamey (Niger) offrant un programme en licence et master professionnels d'éducation des adultes. Dans le passé, DVV International a financé des bourses pour permettre aux candidats sélectionnés de participer au Master à l'Université de Ouagadougou.

Des visites inter-pays entre le Mali et la Guinée ou avec d'autres pays en Afrique (ex. Ethiopie) ont été réalisées. Une visite d'échange avec le Maroc a été entreprise avec des représentants étatiques et de la société civile sur les centres d'éducation communautaires.

Résultats en chiffres

au Mali

- Au moins quatre étudiants formés au niveau post universitaire pour une durée de 2 ans en Education de base à l'Université de Ouagadougou/ Burkina Faso depuis 2011.

Résultats en chiffres

en Guinée

- 8 jeunes formés à l'université de Ouagadougou sur l'éducation des adultes autour de la filière Développement et éducation des adultes, entre 2010 et 2015.



4.

Les perspectives à l'horizon 2020

Si DVV International a, dans le passé, déployé des efforts pour renforcer l'éducation des adultes dans les pays d'intervention, c'était surtout avec des organisations de la société civile. Au fil des années, cette perspective a changé à la faveur des structures étatiques qui ont été choisies pour soutenir l'approche en alphabétisation des communautés à travers des centres d'éducation communautaires.

Avec un agenda régional et international de plus en plus élaboré, l'apparence des nouvelles technologies d'information et de communication, qui ont révolutionné le monde alphabétisé, les paramètres changés obligent DVV International et ses partenaires gouvernementaux et non-gouvernementaux de faire face aux nouvelles réalités. Les états partenaires sont passés par des phases des crises et ont essayé de répondre aux défis de leurs secteurs sociales (démographie, finances, gestion) par une déconcentration / décentralisation des services pour les populations à la base qui ne peut pas laisser le secteur de l'éducation des adultes indifférent. Des nouvelles chances de participation dans la gestion de leurs espaces politico-économique demandent aux adultes d'être préparés pour jouer leurs rôles. En plus, des défis additionnels comme le changement climatique appellent les adultes, décideurs ainsi que apprenants/producteurs d'adapter leurs connaissances et compétences et dépasser les limites classiques du secteur « éducation » à travers les disciplines et les responsabilités des ministères sectoriels (on parle d'une intégration « horizontale » du système d'éducation des adultes).

Avec cette orientation interdisciplinaire et une nouvelle vision d'intégrer les divers niveaux de gouvernance (on parle d'une intégration « verticale » du système d'éducation des adultes), DVV International est arrivé à l'adoption d'une approche plus systématique en étroite concertation avec ses partenaires, des scientifiques et son bailleur des fonds principal. Le nouveau projet « Promouvoir des systèmes intégrés d'éducation des adultes en Afrique » se focalise désormais moins à la base et plus vers une approche systématique.

Le nouveau projet envisage de « promouvoir des systèmes intégrés d'éducation des adultes en Afrique » en changeant le focus d'intervention de l'approche à la base vers l'approche systémique qui est ancrée dans les structures traduisant les politiques de l'éducation des adultes / éducation non formelle dans la pratique. Cette approche, nouvelle dans son genre pour DVV International, s'emploie dans toutes les régions à développer des systèmes professionnels, intégrés et holistiques d'éducation des adultes, qui fournissent des services de haute qualité à l'éducation non formelle des jeunes et des adultes. Cela devrait contribuer de manière significative à la mise en œuvre des objectifs de développement durable, en particulier de l'ODD 4.

Le travail à faire pour soutenir le sous-secteur est l'accompagnement de l'Etat à travers le Ministère de l'Education Nationale pour la relecture de la politique de l'éducation non formelle, la création d'un référentiel et d'une base de données fiables pour la gestion des informations. Aussi, il est nécessaire de mettre en place un cadre partenarial de l'éducation des adultes pour partager les expériences des autres pays, mobiliser des ressources financières importantes et élaborer un plan de formation/carrière des professionnels du sous-secteur. Le défi est d'améliorer la qualité et la gestion pour donner au sous-secteur une dimension plus accrue afin qu'il puisse apporter une plus-value dans le développement.

La vision 2020-2022 de DVV International est d'inventorier le potentiel du domaine de l'éducation des adultes pour cerner les actions soutenables durablement. Cette vision obéit à des étapes ; entre autres, l'analyse des politiques et stratégies pour mettre en place des cadres formalisés qui ont fait défaut au domaine pendant des décennies. Il s'agit de mettre en place un partenariat avec les structures communales, les services techniques, les organisations de la société civile et le secteur privé. Un partenariat sera établi avec les structures spécialisées en éducation des adultes au niveau national et sous régional pour la formation des

formateurs, des d'activités intégrées d'alphabétisation fonctionnelle, de formation professionnelle non formelle et de promotion de la culture de la paix, la réconciliation et la cohésion sociale pour soutenir la systématisation. Aussi, il sera question de dynamiser un cadre intersectoriel promouvant l'éducation des adultes, en incluant les acteurs étatiques, des organisations de la société civile, le secteur privé et les partenaires techniques et financiers.



DVV International projette d'ouvrir un bureau au Togo en 2020, et nous pensons que ce sera une expérience exaltante avec ce pays où les autorités ont démontré leur volonté de promouvoir l'Education nationale. DVV international a initié une première phase d'exploration du pays, qui lui a permis de s'imprégner du contexte local et du travail qui est fait dans l'Education non formelle. Des contacts fructueux et prometteurs ont été établis avec les autorités togolaises qui balisent la voie à une collaboration future entre le Togo et DVV International.

5.

Conclusion

Le travail abattu par DVV International en Guinée et au Mali ont permis d'atteindre des milliers d'hommes, de femmes et de jeunes par l'éducation. Les expériences formidables faites dans ces pays, au fil des années, nous confortent dans la conviction que l'Education des adultes/l'Education non formelle reste la sœur jumelle de l'école et qu'elle est, dans les pays en développement, un des instruments du développement.

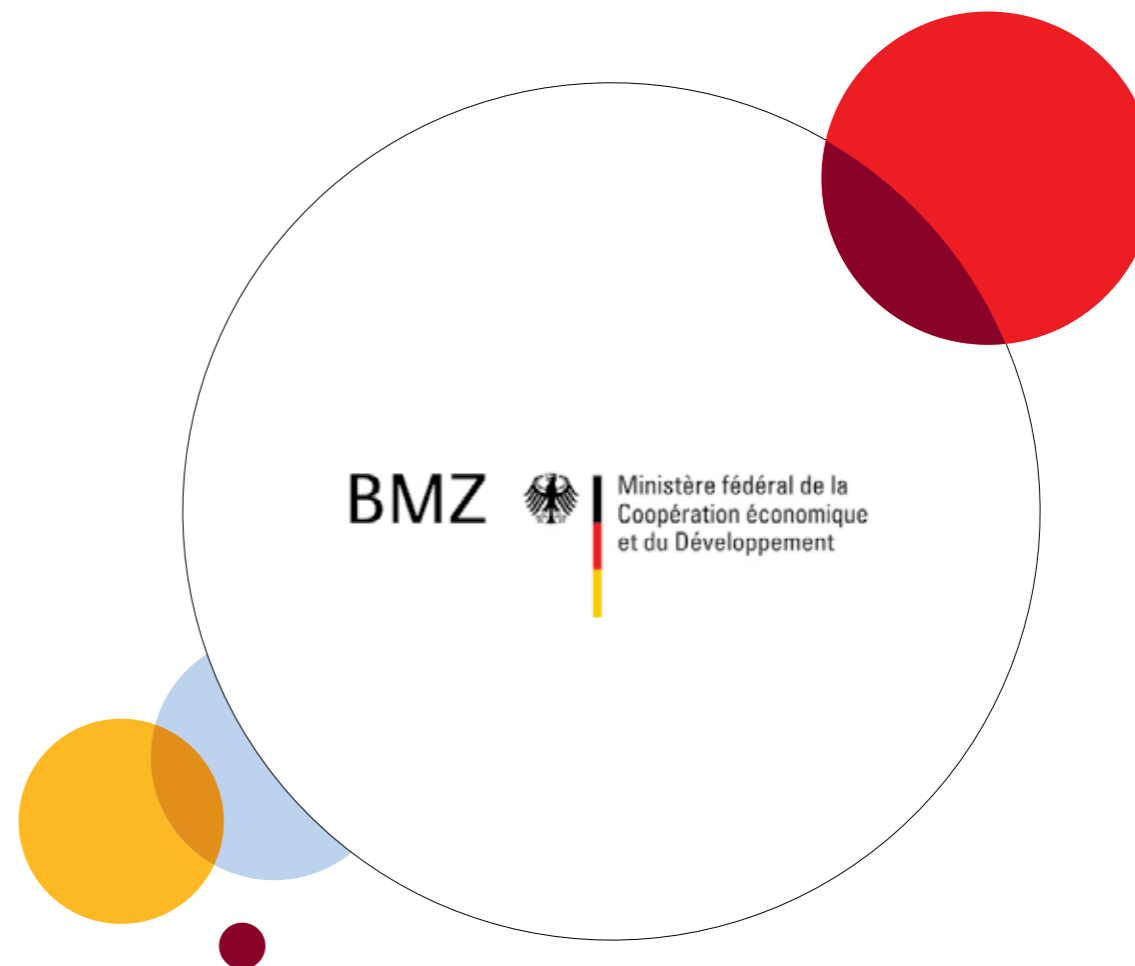
Et pourtant, le chantier de l'éducation des adultes reste encore immense. Même en Guinée, où DVV International a travaillé pendant vingt (20) ans, au Mali ou à la prochaine destination, le travail est de longue haleine et nécessite du courage et de l'engagement. Le travail consistant à alphabétiser les adultes et les jeunes déscolarisés, à les instruire à l'éducation civique et à leur permettre d'acquérir une formation professionnelle doit être poursuivi

et étendu à un autre pays de l'Afrique de l'Ouest et vers d'autres horizons. Voilà pourquoi DVV International a pris la décision d'ouvrir un bureau au Togo. Comme à l'accoutumée, le travail doit se faire avec les partenaires traditionnels, que sont des acteurs étatiques, des organisations de la société civile, les réseaux, le secteur privé et les partenaires techniques et financiers, dans une approche systémique renouvelée.

L'ambition de DVV international est d'accroître ses résultats dans la promotion de l'Education des adultes. Il s'agit d'initier des projets qui s'adaptent aux besoins des communautés socioculturelles, de redéfinir l'approche partenariale et les moyens d'un plaidoyer à l'endroit des décideurs. Pour ce faire, il y a besoin de revisiter les expériences faites en Guinée et au Mali pour en tirer les leçons pour les nouvelles aventures.

6.

Partenaires



Les ministères chargés de l'éducation et l'alphabétisation / du secteur non-formel en Guinée et au Mali, ses services déconcentrés techniques aux niveaux des régions et des communes, ainsi que les communes de ces pays ● ● ●

Union Européenne		international
Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation		national
Fédération Préfectorale des Artisans de Kindia (FPAKi)		Commune urbaine de Kindia
Amicale des Volontaires pour le Développement Intégré (AVDI)		Commune urbaine de Mali
Association des Volontaires pour le Développement intégré (ADRI)		Commune rurale de Garambé/Labé
Maison Mère de Mamou		Commune rurale de Tolo, Mamou
Commune Urbaine de Kindia		Kindia Centre
Commune urbaine de Mali		Mali centre
Commune rurale de Tolo		Commune de Tolo
Commune rurale de Garambé		Commune Garambé
Pamoja Guinée		
Réseau Guinéen pour l'Alphabétisation		
Guinea Alumina Corporation		

Association pour la réinsertion et l'aide aux enfants démunis		Les communes de Safo et de Sangarebougou
Coordination des associations et ONG féminines de Kita		Commune urbaine de Kindia


Centre multifonctionnel de Kolokani		Commune rurale de Kolokani
Communes de Safo, Kolokani, Yèlèkèbougou et Tioribougou		
VISION pour un développement équilibré		Commune rurale de Dombila, cercle de Kati
AFM		Bamako (Kalaban Coro et Niamakoro)
Académie malienne des langues		Niveau national
Centre national des ressources de l'éducation non formelle		Commune de Tolo
Fondation Karanta		Niveau sous régional
Ministère de l'éducation nationale		Niveau national (politique)
Pamoja Afrique de l'Ouest		Niveau régional (AO)

Fédération nationale des artisans du Mali		Niveau national
AEN		Région du nord du Mali
ONG Eveil		Région de Mopti

Financé par



Partenaires « CIV »

Association Malienne d'Eveil pour le Développement Durable		Cercle de Koutiala et Yorosso
Cercle de Développement Participatif pour l'Enfance		Cercle de Segou
Human Network		Cercle de Bougouni et Kolondieba
Association Malienne pour le Développement Durable		Cercle de Kati
Association d'entraide pour le développement		Cercle de Bla

Partenaires « PADRE »

Communes de Samé Diongoma		10 villages de la commune, cercle de KAYES
Commune de Sébékoro		10 villages de la commune, cercle de Kita

Financé par

BMZ



Ministère fédéral de la
Coopération économique
et du Développement